

Point 1.2 de l'ordre du
jour

UNAIDS/PCB (50)/22.26.rev2

Rapport de la 50e réunion du Conseil de coordination du programme



13-16 décembre 2022 | Bangkok, Thaïlande
Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA
Date de publication : XX 2022

Documents complémentaires pour ce point : aucun

Action requise lors de cette réunion – Le Conseil de coordination du programme est invité à :

adopter le rapport de la 50e réunion du Conseil de coordination du programme.

Implications financières des décisions prises : *aucune*

1. Ouverture

1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA (le Conseil d'administration ou CCP) s'est réuni virtuellement le 21 juin 2022 pour sa 50e réunion.
2. Le président du CCP, Anutin Charnvirakul, vice-premier ministre et ministre de la Santé publique de Thaïlande, a déclaré la réunion ouverte et a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion.
3. Après un moment de silence en mémoire aux personnes décédées du sida ou de la COVID-19, le Président a déclaré à l'assemblée que l'épidémie de VIH continuait à faire trop de victimes. Soulignant l'importance des jeunes dans la lutte contre le VIH, il a déclaré qu'une grande partie des populations clés et des personnes vivant avec le VIH n'avaient pas encore accès aux services liés au VIH. La stigmatisation et la discrimination persistent et doivent être éliminées.
4. Le Secrétariat a rappelé les décisions intersessionnelles sur les modalités et procédures des réunions du CCP en [2022](#) et a indiqué aux participants les dispositions logistiques et les procédures liées à la réunion.
5. Les participants ont adopté l'ordre du jour.

1.2 Examen du rapport de la 49e réunion du CCP

6. Les participants ont appris que le Bureau du CCP avait reçu une demande écrite d'un membre demandant des modifications au rapport de la 49e réunion afin de mieux refléter ses déclarations au cours de la réunion. Une version révisée du rapport a été publiée le 31 mai 2022.
7. Les participants ont adopté le rapport.

1.3 Rapport de la Directrice exécutive

8. Winnie Byanyima, Directrice exécutive du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), a souhaité la bienvenue aux délégués à la 50e réunion du CCP. Elle a rendu hommage à l'habileté diplomatique et au travail engagé de Daniel Graymore, représentant du Royaume-Uni, récemment décédé.
9. L'ONUSIDA travaille dans un contexte difficile, a-t-elle déclaré, avec des crises multiples qui affectent les personnes vivant avec le VIH et la riposte mondiale au VIH. Les préoccupations étaient nombreuses, notamment la pandémie de COVID-19 en cours et la guerre en Ukraine. 60 % des pays les plus pauvres étaient en situation de surendettement. Ils dépensaient presque trois fois plus pour le service de paiement de la dette que pour les programmes de santé, d'éducation et de protection sociale réunis. Mme Byanyima a déclaré que la Banque mondiale avait prévu que 52 pays (où vivent 43 % des personnes vivant avec le VIH dans le monde) seraient confrontés à une baisse importante de leur capacité de dépense.

10. Les catastrophes et les déplacements forcés affectent les programmes de lutte contre le VIH, les populations clés étant les plus vulnérables. Les progrès dans la réduction des nouvelles infections par le VIH ont ralenti en 2021. Il est important de noter que des partenariats solides se sont poursuivis entre le Fonds mondial, les communautés du Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) et les Nations Unies (ONU).
11. En Ukraine, le Programme commun a répondu aux besoins urgents, assurant la continuité des services liés au VIH, y compris pour les personnes cherchant refuge dans les pays voisins, a déclaré la Directrice exécutive. Une équipe de crise a été mise en place, un plan d'action du programme commun a été adopté et un directeur par intérim de l'équipe d'aide régionale pour l'Europe de l'Est a été nommé, avec des centres dans toute la région pour assurer la coordination. Le Secrétariat a fourni des fonds et d'autres formes de soutien aux réseaux et aux organisations de la société civile, tant en Ukraine que dans la région environnante. Un financement d'urgence a permis de maintenir les services de réduction des risques, mais certains sites ont été contraints de fermer. Elle a rappelé que de nombreux pays en développement connaissent également des crises humanitaires et autres.
12. La mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 a commencé, a poursuivi Mme Byanyima. Plusieurs initiatives stratégiques mondiales ont été lancées pour faire progresser les domaines clés de la stratégie, notamment Education Plus, à laquelle huit pays champions ont adhéré. Une autre initiative est Alliance mondiale pour mettre fin au sida chez les enfants, qui devait être lancée en août 2022. Le Comité des organismes coparrainants (COC) a approuvé une initiative qui vise à atteindre les objectifs 10-10-10 en encourageant l'amélioration des environnements juridiques et politiques. En outre, le Partenariat mondial pour l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination aide déjà 29 pays à procéder à des changements juridiques et politiques mesurables.
13. Faisant état du suivi du sommet régional de haut niveau qui s'est déroulé avec succès en Afrique occidentale et centrale, elle a indiqué que l'ONUSIDA et l'Institut de la société civile d'Afrique occidentale et centrale s'étaient réunis par la suite pour aborder la question des populations clés et de la riposte au VIH. Des recommandations visant à réduire la violence et la discrimination et à supprimer les mesures criminalisantes ont été formulées et des plans d'action nationaux sont en cours d'élaboration.
14. L'ONUSIDA continue de réagir aux transgressions des droits de l'homme, notamment par le biais de litiges, a poursuivi Mme Byanyima. En mai, cela avait conduit à la victoire dans une célèbre affaire portée par une femme chilienne vivant avec le VIH qui avait été stérilisée sans son consentement 20 ans auparavant. Elle a félicité le Président chilien pour avoir présenté des excuses publiques à cette femme.
15. Il y a eu 1,5 million de nouvelles infections au VIH en 2020, a-t-on appris lors de la réunion. La Coalition mondiale pour la prévention du VIH fait état de fortes réductions dans certains pays, dont neuf sont en passe d'atteindre les objectifs fixés pour 2025. Mais il était urgent de procéder à des réductions plus importantes ailleurs.

16. Les technologies de prévention à longue durée d'action, comme la prophylaxie préexposition (PrEP), présentent un grand potentiel, a poursuivi la Directrice exécutive. Il fallait accroître l'accès à ces options pour que les gens puissent choisir les méthodes de prévention qui leur conviennent le mieux. Elle a déclaré que la PrEP à longue durée d'action pouvait être fabriquée à un prix abordable et elle a demandé instamment que les obstacles à l'octroi de licences et à la fixation des prix soient levés. La récente Organisation mondiale du commerce n'a pas apporté les changements nécessaires pour que l'accès aux médicaments et aux autres technologies de santé devienne plus équitable. Une nouvelle alliance sur l'accès aux technologies de lutte contre le VIH à action prolongée pourrait contribuer à un accès plus équitable aux vaccins et aux médicaments, a-t-elle déclaré.
17. En ce qui concerne le financement de la lutte contre le VIH, Mme Byanyima a indiqué que le CCP de 2021 avait approuvé un nouveau cadre unifié pour le budget, les résultats et la responsabilité (UBRAF) avec un seuil de 210 millions de dollars par an, soit une baisse par rapport à l'exercice précédent. Les projections ont montré que, en raison des fluctuations monétaires et de certaines réductions de financement, un montant de 157 millions de dollars était plus probable pour 2022, ce qui signifierait un écart de 53 millions de dollars. Le Secrétariat a réduit les coûts en maximisant l'efficacité, en abandonnant des bureaux et en réduisant les frais de déplacement. Ce manque à gagner ne représentait qu'une petite fraction des 21 milliards de dollars disponibles pour la lutte contre le VIH au niveau mondial, mais il menaçait des programmes essentiels pour mettre fin au sida. Elle a exprimé sa profonde gratitude aux donateurs qui contribuent à combler le fossé et a souligné l'importance de la réussite de la reconstitution du Fonds mondial.
18. En ce qui concerne l'exercice d'alignement du Secrétariat, la Directrice exécutive a déclaré qu'une cohorte de personnel quitterait l'ONUSIDA à la fin du mois de juillet. Les capacités organisationnelles ont été rapprochées des personnes desservies par l'ONUSIDA. Des unités mondiales ont été créées à Bangkok, Johannesburg et Nairobi, et un centre de gestion a été ajouté à Bonn, en Allemagne. Certaines fonctions liées aux ressources humaines ont été décentralisées vers des équipes de soutien régionales, et les candidatures pour les deux postes de Directeur exécutif adjoint ont été présélectionnées.
19. Elle a fait le point sur la mise en œuvre du plan d'action de la Direction et a indiqué qu'une ligne d'assistance téléphonique sur l'intégrité avait été mise en place et que d'autres mécanismes de responsabilité étaient en cours de renforcement. Elle a remercié le Danemark et les États-Unis pour leur participation à l'évaluation du MOPAN et le CCP pour la mise en place du Comité consultatif indépendant de supervision externe et a remercié le gouvernement thaïlandais d'avoir proposé d'accueillir la 51e réunion du CCP en Thaïlande.
20. Mme Byanyima a rappelé que des centaines de milliers de personnes continuent de mourir chaque année de causes liées au VIH et que des millions de personnes contractent le VIH pour la première fois. Il serait beaucoup plus coûteux de ne pas mettre fin à l'épidémie que d'y mettre fin.

21. Prenant la parole, les membres ont remercié la Directrice exécutive pour son rapport et ont salué le dévouement du personnel de l'ONUSIDA. Ils ont souligné les progrès réalisés dans la lutte contre le VIH, félicité l'ONUSIDA pour son travail continu malgré les contraintes de ressources, et insisté sur l'importance pour l'ONUSIDA de guider et de diriger la riposte mondiale.
22. Un certain nombre de députés ont exhorté la Fédération de Russie à cesser toutes les opérations militaires en Ukraine, qu'ils qualifient de violation du droit international. Ils ont exprimé leur inquiétude quant à l'impact de la guerre sur les communautés et les organisations qui les servent et ont condamné les attaques contre les installations de santé. Le plein accès aux services de santé pour toutes les personnes qui en ont besoin devrait être garanti, ont-ils souligné. Un accès perturbé au traitement du VIH et aux autres médicaments et services nécessaires affecterait l'ensemble de la région, où l'épidémie de VIH connaît la croissance la plus rapide au monde. L'ONUSIDA a été félicité pour avoir contribué à faire en sorte que les services liés au VIH restent accessibles aux Ukrainiens.
23. En réponse, la Fédération de Russie a demandé aux membres de ne pas politiser les discussions au sein du Conseil de coordination du programme. Elle a noté que les données relatives à l'Ukraine figurant dans le rapport de l'OMS et de l'ECDC intitulé "HIV/AIDS surveillance in Europe" jusqu'à la fin de 2020, faisaient apparaître un taux stable mais relativement élevé de nouveaux diagnostics de VIH. Depuis 2014, la Fédération de Russie a déclaré qu'elle avait fourni une assistance liée au VIH dans la région du Donbas et que les gouvernements devaient augmenter leur financement des réponses au VIH, comme elle le faisait. La Fédération de Russie a noté la nécessité de fournir aux patients ukrainiens une gamme complète de médicaments antirétroviraux.
24. Les membres ont exprimé de sérieuses inquiétudes quant au financement et aux capacités du programme commun dans l'environnement actuel. Un UBRAF entièrement financé est nécessaire de toute urgence pour éviter que le programme commun ne soit gravement affaibli, ont-ils déclaré. Le CCP avait un rôle vital à jouer pour éviter une telle crise.
25. Le programme commun représente plus que le cumul des différents groupes qui le composent., a-t-il été dit à l'assemblée. Il représentait une richesse d'expériences et de compétences multisectorielles accumulées au cours de la pandémie, que le monde ne pourrait pas se permettre de perdre. Le Fonds mondial et de nombreuses autres institutions ont compté sur l'ONUSIDA pour leur expertise, leur orientation et leur soutien. Le monde ne peut pas se permettre de perdre son modèle de gouvernance unique, l'accent qu'il met sur les approches fondées sur le genre et les droits de l'homme, et ses connaissances pour lutter contre les épidémies multiples, ont déclaré les membres. Un financement adéquat, prévisible et opportun de l'UBRAF était crucial.
26. Les membres ont également soulevé des inquiétudes quant à la dépendance de l'ONUSIDA vis-à-vis d'un petit nombre de donateurs et à la complexité croissante du travail de l'ONUSIDA dans un contexte de diminution des ressources. Il y avait un risque que la restructuration organisationnelle et les pénuries de financement réduisent le travail de l'ONUSIDA dans certaines régions et que la fermeture des bureaux nationaux de l'ONUSIDA entrave les réponses des pays. Les membres ont lancé un appel à l'ONUSIDA pour qu'il n'abandonne pas les régions.
27. L'Allemagne a annoncé qu'elle augmenterait sa contribution de base à l'UBRAF de 1 million de dollars pour la porter à 6 millions de dollars en 2022, tandis que le

Royaume-Uni (RU) a annoncé qu'il augmenterait son financement pluriannuel à 8 millions de livres sterling par an et qu'il contribuerait à Education Plus. Ils ont lancé un appel aux autres donateurs pour qu'ils fassent de même.

28. Les membres ont fait part de leurs inquiétudes quant au fait que les nouvelles infections au VIH et les décès liés au sida ne diminuent pas assez rapidement pour mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030. Les résultats encourageants obtenus dans certaines régions s'accompagnent de retards dans d'autres, ont-ils noté, et la stigmatisation, la discrimination et les inégalités font obstacle. La stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026, qui met l'accent sur les approches axées sur les personnes et fondées sur les droits, offre une voie pour accélérer les progrès, ont-ils déclaré. L'ONUSIDA a été invité à se concentrer sur l'ensemble de son mandat, et à collaborer et coordonner efficacement entre les coparrainants.
29. En ce qui concerne l'exercice d'alignement, les membres ont reconnu le sacrifice et le dévouement du personnel malgré les circonstances incertaines. Tout en reconnaissant la nécessité d'un changement organisationnel, ils ont déclaré que le processus d'alignement était source de stress pour le personnel et pouvait affecter leur santé et leur bien-être. Ils ont exprimé leur inquiétude face à certaines des préoccupations exprimées concernant le processus d'alignement, ont remercié l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA (USSA) pour ses évaluations franches et ont demandé instamment le maintien d'un leadership inclusif.
30. Les membres ont également souligné qu'ils prenaient au sérieux les cas de corruption et de harcèlement sexuel et qu'ils soutenaient des politiques solides en matière de dénonciation. L'ONUSIDA devrait être un lieu de travail sûr, égalitaire et responsabilisant, ont-ils déclaré.
31. Des préoccupations ont également été soulevées concernant le volume des rapports de performance. Il a été suggéré que les rapports de l'UBRAF soient complétés par des produits de communication stratégique qui transmettent clairement les avantages comparatifs du modèle de programme commun.
32. La nécessité de développer la fabrication locale de médicaments et d'équipements et les transferts de technologie a été évoquée. Les orateurs ont insisté sur le fait que les nouveaux médicaments et les nouvelles technologies devaient être mis à disposition à des prix abordables.
33. Certains membres ont informé la réunion des progrès réalisés dans leurs réponses au VIH, notamment l'élargissement des services de prévention pour les populations vulnérables, les actions visant à réduire la stigmatisation et la discrimination, et l'utilisation d'approches intensifiées de recherche de cas. Ils ont suggéré qu'un futur segment thématique pourrait être consacré à ces dernières approches. Ils ont souligné l'importance de relier les réponses au VIH au droit à la santé et aux droits de l'homme en général, et d'offrir des services aux populations clés. La loi devrait être utilisée pour réduire les vulnérabilités et favoriser l'accès des personnes à la santé et à la justice, ont-ils déclaré.
34. En réponse, Mme Byanyima a déclaré que l'ONUSIDA appréciait le soutien et les conseils du CCP. En ce qui concerne les préoccupations relatives à la fermeture de certains bureaux de pays, elle a déclaré que des efforts étaient en cours pour

intégrer des conseillers principaux en matière de VIH dans les bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies. Les pays touchés continueraient de recevoir un soutien des bureaux régionaux de l'ONUSIDA.

35. Elle a déclaré à la réunion que le Secrétariat faisait tout ce qui était en son pouvoir pour prendre soin du personnel affecté par l'alignement. Le conseil au personnel a été renforcé, un soutien à la carrière et au bien-être a été proposé et des réunions mensuelles ont été organisées.
36. Notant les nombreux exemples de résultats positifs obtenus, elle a convenu que l'ONUSIDA pourrait montrer plus clairement l'impact et la différence qu'il fait. Le Secrétariat a mis en place une fonction de gestion des connaissances afin de saisir et de partager les réalisations et les histoires de changement.
37. La Directrice exécutive a remercié les États-Unis d'Amérique (USA) pour leur soutien constant, l'Allemagne pour son financement supplémentaire, et le Royaume-Uni (RU) pour avoir augmenté sa contribution et soutenu l'initiative Education Plus.

1.4 Rapport de la Présidente du Comité des organismes coparrainants

38. Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF, a présenté le rapport du COC. Notant les progrès réalisés l'année dernière, elle a souligné l'engagement visant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 en mettant fin aux inégalités croisées qui alimentent l'épidémie et en donnant la priorité aux personnes qui n'ont pas encore accès aux services de lutte contre le VIH. Pour ce faire, il a fallu des actions ciblées de la part de tous les coparrainants et une réponse interconnectée entre les secteurs et les acteurs.
39. Mme Russell a déclaré que le monde était confronté à une série de défis interconnectés, notamment la COVID-19, le changement climatique, les urgences humanitaires et autres chocs, qui deviennent tous la norme. Sans action collective, les progrès réalisés ces vingt dernières années dans la lutte contre le VIH risquent d'être réduits à néant.
40. En mai, elle a informé les participants à la réunion que les Directeurs des COC s'étaient engagés à faire en sorte que le VIH reste une priorité dans leurs organisations, à rallier des ressources financières suffisantes (notamment pour la 7^e reconstitution des ressources du Fonds mondial) et à assurer le leadership des initiatives stratégiques mondiales.
41. Deux mois auparavant, a poursuivi Mme Russell, les coordonnateurs mondiaux des coparrainants, les points focaux et le personnel du Secrétariat s'étaient réunis pour positionner le VIH dans le contexte plus large du développement. La discussion a reconnu le rôle stratégique du Programme commun pour tirer parti des mandats des coparrainants et faire progresser les engagements avec les partenaires plus larges de la santé et du développement autour des inégalités et des violations des droits qui freinent les réponses efficaces au VIH.
42. Elle a décrit comment ces approches interconnectées faisaient progresser le travail au niveau régional autour de l'éducation, de la protection sociale et des réponses humanitaires. Sur la lancée du sommet de l'Afrique occidentale et centrale qui s'est tenu à la fin de l'année 2021, l'équipe conjointe a discuté du

renforcement de l'impact des équipes conjointes régionales par le biais de l'enrichissement mutuel, du renforcement de l'élan politique, de l'utilisation des économies d'échelle et de la prise en compte des réponses transfrontalières, a-t-elle déclaré.

43. Soulignant que les coparrainants devaient avoir une présence « sur le terrain », Mme Russell a déclaré qu'une récente évaluation des capacités du Programme commun avait clairement montré que le financement du personnel essentiel était en baisse. Moins de membres du personnel des coparrainants se consacrent à plein temps au travail sur le VIH et la plupart des membres du personnel nominalement chargés de la lutte contre le VIH à l'échelon national sont désormais multifonctionnels, couvrant le VIH et d'autres questions. En outre, le Secrétariat a été affecté dans sa capacité à travailler aux niveaux régional et national, notamment dans les régions où les capacités en matière de VIH sont limitées.
44. Mme Russell a déclaré à la réunion que le programme commun se trouvait à un moment charnière : des déficits de financement critiques menaçaient les acquis durement gagnés. Le COC avait été informé quelques semaines auparavant que le Secrétariat ne serait pas en mesure de débloquer les parts restantes des allocations de l'UBRAF pour les coparrainants, d'un montant total de 4,4 millions de dollars, ce qui réduisait considérablement les revenus prévus pour 2022. Elle a déclaré que les coparrainants avaient déjà pris des engagements financiers pour ces fonds. Le financement de base de l'UBRAF a été vital pour le travail des coparrainants sur le VIH, en particulier aux niveaux régional et national. Des préoccupations ont également été exprimées quant à l'ambiguïté entourant les allocations de base complètes pour 2023. Sans un financement de base complet pour l'exercice biennal, les coparrainants seraient contraints de procéder à des coupes préjudiciables qui mettraient en péril leur mission. Une augmentation du financement de la lutte contre le VIH est moins susceptible de provenir de ressources spécifiques au VIH. Il faut rechercher d'autres financements de base et les donateurs doivent s'engager dans des initiatives spécifiques et limitées dans le temps.
45. L'un de ces exemples est l'initiative Education Plus, menée par le Secrétariat de l'ONUSIDA, l'UNESCO, l'UNICEF, l'UNFPA et ONU Femmes, a déclaré Mme Russell lors de la réunion. Les liens entre l'éducation et la santé seront également au cœur d'un prochain sommet intitulé « Transformer l'éducation », a-t-elle ajouté. Elle a informé les participants de deux autres initiatives à venir : l'Alliance mondiale pour mettre fin au sida pédiatrique (convoquée par l'UNICEF, l'OMS et le secrétariat de l'ONUSIDA) et l'initiative 10-10-10, qui sera axée sur la suppression des lois punitives et discriminatoires. En conclusion, Mme Russell a réaffirmé que le leadership du programme commun était plus important que jamais, et que l'action collective était cruciale.
46. Prenant la parole, quelques membres ont remercié la présidente du COC pour son rapport. Ils ont salué les efforts déployés pour fournir des médicaments et des services vitaux aux personnes vivant avec le VIH et aux populations clés en Ukraine, et ont condamné les violations du droit international, notamment du droit international humanitaire, commises en Ukraine.
47. Les membres se sont félicités du lancement des initiatives stratégiques mondiales, qui, selon eux, aideront à cibler les réponses autour des interventions

nécessaires de toute urgence. Ils ont souligné que les initiatives devraient compléter les programmes existants.

48. Ils ont souligné leurs inquiétudes quant au manque de financement et ont déclaré que la situation économique et géopolitique mondiale constituait un énorme défi pour mettre fin au sida. Réitérant la nécessité d'une réponse intersectorielle, ils ont averti qu'un manque de financement continu éroderait la réponse au VIH, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire.
49. Selon les membres, le sous-financement du Programme commun, notamment et des travaux des coparrainants sur le VIH, menace la lutte contre le VIH. Ils ont apprécié l'engagement des coparrainants à faire du VIH une priorité dans leurs organisations et ont reconnu que le financement limité et les réductions des allocations de l'UBRAF mettaient à rude épreuve leurs capacités à remplir leurs mandats en matière de VIH. La présence du programme conjoint dans le pays était essentielle pour évaluer et intensifier les actions visant à supprimer les lois punitives et discriminatoires, par exemple. Les membres ont déclaré qu'ils attendaient avec impatience les résultats de l'évaluation indépendante de l'ONUSIDA concernant les enveloppes nationales et qu'ils accueilleraient favorablement la poursuite des discussions sur le financement durable, y compris le financement pluriannuel et les propositions de stratégies pour parvenir à de tels arrangements.
50. Certains membres ont applaudi le travail du programme commun avec les gouvernements pour soutenir l'extension de l'éducation sexuelle complète (CSE) et des services de santé sexuelle et reproductive, qui sont des éléments essentiels pour l'égalité des sexes. Ils ont également remercié le département VIH, IST, HEP de l'OMS pour sa nouvelle stratégie sanitaire mondiale.
51. En réponse, Chewe Luo, Directrice associée et cheffe du département VIH/sida de l'UNICEF, remplaçant Mme Russell, a convenu que les réponses au VIH devaient être intégrées dans la couverture sanitaire universelle et a déclaré que les coparrainants étaient engagés dans ce travail. Elle a reconnu que l'environnement fiscal était difficile, mais a ajouté que des priorités ostensiblement « concurrentes » (comme le changement climatique, les conflits et la COVID-19) étaient également pertinentes pour la réponse au VIH. Faisant référence aux suggestions de l'assemblée, elle a déclaré qu'un groupe de travail spécial du CCP pourrait être mis en place pour explorer les moyens de s'assurer que le VIH reste pertinent dans les mandats des coparrainants.
52. Mme Byanyima a remercié l'assemblée pour son soutien aux initiatives stratégiques mondiales. Elle a accueilli favorablement la proposition de créer un groupe de travail sur le financement durable de l'ONUSIDA qui impliquerait les coparrainants. Elle a également remercié les partenaires donateurs à long terme de l'ONUSIDA pour leur soutien, notamment les États-Unis, l'Allemagne et la Suisse.

1.5 Rapport du représentant des ONG (reporté)

2. Suivi du volet thématique de la 49^e réunion du CCP

53. Peter Ghys, Directeur de l'information stratégique, ONUSIDA, a brièvement passé en revue la préparation et l'orientation du volet thématique de la 49e réunion du CCP : « Que nous enseignent les données au niveau régional et national, en tenons-nous compte et comment pouvons-nous utiliser ces données et la technologie connexe pour atteindre nos objectifs à l'horizon 2025 et 2030 ? ».
54. Le volet a mis en évidence le fait que la réponse au VIH a produit l'un des systèmes de données les plus complets, granulaires et opportuns dans le domaine de la santé mondiale et du développement, a déclaré M. Ghys. Ces systèmes ont produit des données qui ont permis d'apporter des innovations majeures en matière de politiques et de programmes dans le monde entier, a-t-il ajouté. Les données étaient devenues le fondement de la réponse. Faisant référence au titre du volet, il a déclaré qu'une couverture de service élevée était atteinte lorsque les programmes nationaux « écoutaient les données ». Ces données mettent également en évidence les nombreuses inégalités qui prolongent la pandémie de VIH et entravent l'accès aux services de santé et de lutte contre le VIH. Cependant, la collecte et l'utilisation des données relatives au VIH étaient encore inégales, ce qui souligne l'importance d'engager les communautés en tant que partenaires.
55. Les messages clés du volet ont été l'importance de l'utilisation des données pour identifier et réduire les inégalités, la valeur des données désagrégées pour identifier et répondre aux tendances importantes, et le potentiel sous-utilisé des données et de la recherche générées par la communauté. La compréhension de la manière de résoudre les problèmes de manière éthique a également évolué. La COVID-19 a renforcé la nécessité de disposer de données opportunes, précises et désagrégées et d'intégrer une meilleure protection dans les systèmes de données. Les discussions ont également souligné la valeur du suivi des ressources financières par l'ONUSIDA, qui permet d'analyser les besoins et les lacunes en matière de financement, l'efficacité de l'allocation et de l'utilisation, et le financement ciblé.
56. Pour l'avenir, M. Ghys a déclaré que l'utilisation efficace des données nécessitait des systèmes nationaux d'information sanitaire de routine durables, complétés par des enquêtes ciblées, et la collecte de données géolocalisées et ventilées. Les données générées par la communauté devaient être un pilier des systèmes d'information de la réponse au VIH. L'ONUSIDA avait besoin de fonds suffisants pour soutenir le suivi et les rapports des pays et des communautés.
57. Depuis le 49e volet thématique du CCP, l'ONUSIDA a continué à soutenir les pays et les communautés pour générer des données stratégiques, a poursuivi M. Ghys. Cela s'est fait par la collecte de données désagrégées, la collecte et l'analyse de données pour suivre les programmes de lutte contre le VIH et comprendre les facteurs structurels, l'élaboration de paramètres pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs 10-10-10 sur les catalyseurs sociétaux, la collaboration avec les pays pour suivre les principales inégalités liées au VIH et l'aide apportée aux pays pour réaliser des évaluations des dépenses nationales en matière de sida et les données de financement pour améliorer l'efficacité de leurs programmes.
58. Lors des débats, les membres ont remercié le Secrétariat pour cette mise à jour et ont souligné l'importance de la collecte et de l'utilisation de données précises, notamment pour éliminer la stigmatisation et la discrimination. Ils se sont réjouis que l'ONUSIDA élabore des mesures pour suivre les objectifs 10-10-10. Les orateurs ont félicité M. Ghys pour le travail de grande qualité qu'il a mené pendant des décennies pour mettre en place des systèmes de données sur le VIH dans le

monde entier.

59. Les membres ont noté que la collecte et l'utilisation des données étaient encore inégales et ont rappelé à l'assemblée que de bons résultats peuvent masquer des différences sous-jacentes. Ils ont applaudi le travail de l'ONUSIDA pour faire en sorte que les données soient disponibles pour tous, ont salué les efforts déployés pour disposer de cadres de suivi et d'évaluation efficaces et ont souligné la valeur des données désagrégées pour identifier et supprimer les lacunes. Faisant référence aux pénuries de financement, ils ont demandé à l'ONUSIDA de veiller à ce que la collecte et l'utilisation des données restent une priorité, même si les pénuries de financement se poursuivent.
60. Les communautés devraient être au cœur de la collecte et de l'utilisation des données, ont déclaré certains membres. Ils ont demandé davantage d'informations sur ce qui était fait pour engager les communautés en tant que partenaires dans la collecte et l'utilisation des données relatives au VIH, et ont remercié l'ONUSIDA d'avoir souligné l'importance d'un suivi mené par les communautés.
61. Les membres ont rappelé que les données doivent être collectées et utilisées de manière éthique, au bénéfice des communautés, et ont convenu que les pays doivent protéger la vie privée et la confidentialité lors de la collecte des données. Ceci était particulièrement important pour les populations clés et prioritaires. Un mécanisme mondial de protection de la confidentialité des données pour les populations clés et autres populations prioritaires devrait être intégré dans les réponses régionales et nationales, ont-ils suggéré. La sécurité et la protection sont particulièrement importantes dans les endroits où des lois punitives affectent les personnes vivant avec le VIH ou exposées au risque de le contracter. La cybersécurité doit être prise au sérieux, ont-ils souligné.
62. Certains membres ont fait le point sur les améliorations apportées à leurs systèmes de communication des données, tandis que d'autres ont relaté certains des défis auxquels ils ont été confrontés lors de la collecte et de la communication des données sur le VIH pour le système mondial de surveillance du sida. Il a été noté que la collecte et la communication des données nécessitaient des ressources et des capacités humaines et autres considérables. Il a été suggéré que l'ONUSIDA envisage de ne conserver que les indicateurs qui sont essentiels pour les réponses des pays et qu'il exige des rapports moins fréquents (tous les 2 ou 3 ans, par exemple).
63. En réponse, M. Ghys a reconnu les commentaires favorables concernant l'importance des données et leur impact sur les réponses des pays. Il s'est dit d'accord avec les préoccupations soulevées au sujet de la confidentialité et de la sécurité de la collecte et de l'utilisation des données et a déclaré que l'ONUSIDA continuerait à travailler sur ces questions. En ce qui concerne la suggestion de réduire le nombre d'indicateurs de rapport, il a déclaré qu'il y avait une tension entre la nécessité d'une plus grande granularité et les préoccupations concernant la charge que représente le rapport sur un si grand nombre d'indicateurs.
64. Le Président a rendu hommage à la contribution de M. Ghys à l'ONUSIDA et à la riposte au VIH et l'a remercié pour son engagement et ses services.

3. Leadership de la riposte au SIDA

65. Mme Byanyima a présenté Peter Sands, Directeur exécutif du Fonds mondial.

- Soulignant l'importance d'une reconstitution réussie des ressources pour mettre fin au sida d'ici 2030, elle a décrit certaines des façons dont la collaboration entre le PEPFAR, le Fonds mondial et l'ONUSIDA au niveau national garantit que les investissements ont un impact et profitent aux personnes qui en ont besoin.
66. M Sands a déclaré qu'il était important de reconnaître à la fois les progrès et les domaines dans lesquels la réponse est en retard. Lorsque le Fonds mondial et le PEPFAR ont été créés, a-t-il rappelé, les perspectives de la lutte contre le VIH étaient sombres. Mais l'effort collectif, la détermination et la créativité ont permis de réaliser d'énormes progrès et de sauver d'innombrables vies. Cependant, les défis se multiplient à nouveau. La COVID-19 a poussé les pays à s'écarter encore plus de la voie tracée, et la combinaison de pénuries alimentaires et de hausses de prix a rendu la vie encore plus difficile aux populations marginalisées.
 67. Des ressources suffisantes sont nécessaires pour remettre la lutte contre le VIH sur les rails, a déclaré M. Sands. Le Fonds mondial était la deuxième plus grande source de financement pour le VIH (le PEPFAR était la plus grande), fournissant environ 25 % de tous les financements pour le VIH dans le monde. En 2021-2023, elle investira environ 6 milliards de dollars dans la lutte contre le VIH, soit près d'un quart de plus que lors du précédent cycle de financement, a déclaré M. Sands. Il s'est engagé à investir davantage dans la prévention du VIH (actuellement déjà 53 % de plus que lors du précédent cycle de subventions).
 68. Il est également essentiel de supprimer les obstacles liés aux droits de l'homme et au genre qui font obstacle à des programmes efficaces et rendent les personnes vulnérables. Les partenariats avec les pays, les communautés touchées et les agences sont essentiels. Les personnes directement touchées par le VIH doivent être au centre des réponses au VIH, a-t-il souligné. Cette leçon devait être transférée également à d'autres réponses aux maladies. Il a souligné l'importance du partenariat entre le Fonds mondial et l'ONUSIDA, qui a fourni un leadership, des données et un soutien technique essentiels pour faire travailler l'argent au niveau national. M. Sands a souligné qu'il était essentiel que l'ONUSIDA soit entièrement financé pour que le Fonds mondial ait un impact maximal.
 69. En conclusion, il a rendu hommage aux États-Unis pour leur soutien à la lutte contre le VIH et a souligné l'importance de la prochaine reconstitution du Fonds mondial. Il a expliqué que les États-Unis s'étaient engagés à verser 6 milliards de dollars, mais que la loi américaine exigeait une contrepartie de 1:2 pour chaque dollar versé. Les autres pays devaient donc apporter une contribution d'au moins 12 milliards de dollars pour concrétiser la promesse américaine.
 70. Mme Byanyima a présenté John Nkengasong, coordinateur mondial de la lutte contre le sida aux États-Unis. Elle a remercié le gouvernement américain pour son soutien généreux au programme commun, qui a augmenté de 5 millions de dollars en 2022 pour atteindre 50 millions de dollars.
 71. M. Nkengasong a déclaré que la pandémie de COVID-19 avait une fois de plus mis en évidence la valeur des partenariats, comme en témoignent les progrès réalisés dans le soutien aux services de lutte contre le VIH et la préservation des acquis, notamment la fourniture de traitements, la délivrance de médicaments sur plusieurs mois et l'autodiagnostic. Les inégalités persistent toutefois, et les populations clés restent exposées à un risque très élevé, tandis que la violence sexiste s'est aggravée. Les progrès en matière de VIH sont restés importants à certains égards, mais ont pris du retard à d'autres.
 72. Des efforts collectifs sont nécessaires, a-t-il déclaré, citant le Fonds mondial comme un exemple de partenariat efficace. Il a lancé un appel aux autres

- donateurs pour qu'ils fassent preuve de la même confiance que les États-Unis envers le Fonds mondial. Le PEPFAR a sauvé plus de 21 millions de vies et aide les pays à construire des fondations solides pour d'autres crises sanitaires. Pour ce faire, il a travaillé en étroite collaboration avec les pays, les autres agences et la société civile, a-t-il déclaré. L'ONUSIDA, le Fonds mondial et le PEPFAR sont aussi nécessaires les uns aux autres qu'aux pays qu'ils soutiennent, a-t-il déclaré et il a souligné la nécessité d'un Fonds mondial entièrement reconstitué et d'une ONUSIDA entièrement financée.
73. M. Nkengasong a déclaré que l'on attendait de l'ONUSIDA qu'elle soutienne la réduction des inégalités, l'élimination des barrières et la promotion des droits de l'homme — tous des domaines de travail difficiles — et que les coparrainants devaient fournir des orientations techniques et apporter aux pays un soutien de grande envergure. Seule une ONUSIDA dotée de toutes les ressources nécessaires pourrait remplir ces rôles. Elle est restée au cœur du succès de la riposte mondiale au VIH en soutenant les pays dans des politiques et des programmes fondés sur la science. Il a déclaré que l'ONUSIDA pouvait compter pleinement sur le soutien du gouvernement américain et a appelé les autres donateurs à s'engager.
74. Il a félicité l'ONUSIDA, les gouvernements et les communautés d'avoir atteint des niveaux sans précédent de couverture antirétrovirale, mais a déclaré que les inégalités et les injustices actuelles devaient cesser. L'épidémie de sida ne cesserait pas si les droits de l'homme des personnes étaient violés.
75. Les membres de l'assemblée ont remercié les intervenants pour leurs contributions. Ils ont souligné que le leadership et la solidarité mondiale avaient conduit à la création du Fonds mondial, du PEPFAR et du Programme commun. Ensemble, ces entités avaient propulsé la réponse mondiale au VIH. Les membres ont partagé des exemples de ces rôles complémentaires au niveau national et ont souligné la centralité du soutien du Programme commun, y compris le soutien technique et politique, qui a sous-tendu leurs récentes réalisations en matière de VIH.
76. Un financement complet de l'UBRAF — à moyen et long terme — est essentiel pour que le programme commun puisse continuer à aider les pays et les communautés à mettre en place des systèmes intégrés pour le VIH et la santé, en particulier pour les populations clés et vulnérables, ont déclaré les intervenants. Ils ont demandé comment un équilibre raisonnable pourrait être atteint entre les grandes quantités de financement disponibles pour le Fonds mondial et le financement nécessaire à l'ONUSIDA.
77. En réponse, M. Sands remercie les intervenants pour leurs remarques. Il a déclaré que les progrès réalisés dans la lutte contre le VIH étaient coûteux, en partie parce que les facteurs sous-jacents de l'épidémie, notamment les inégalités profondément enracinées, n'étaient pas suffisamment pris en compte. Des progrès plus rapides dans ces domaines permettraient d'obtenir un impact plus important. Le programme commun, en partenariat avec le Fonds mondial et le PEPFAR, a accompli un travail d'une importance capitale sur ce front. La lenteur des progrès réalisés dans la lutte contre les maladies infectieuses les rend beaucoup plus coûteuses à long terme, a déclaré M. Sands. Toutes les entités clés doivent être entièrement financées, a-t-il insisté, faisant également référence à l'utilisation de « réserves » techniques intégrées au financement du Fonds mondial.
78. M. Nkengasong a convenu du besoin urgent de financer l'ONUSIDA de manière

prévisible et durable. Sans un programme commun solide, il n'était pas possible d'assurer une coordination mondiale efficace de la lutte contre le VIH. Il a déclaré que les États-Unis continueraient à plaider pour un financement solide et prévisible.

4. Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) 2016-2021

4.1 Rapport sur les résultats

79. Le Conseil, a reçu pour considération, un rapport sur la mise en œuvre du Cadre unifié 2016-2021 du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) de l'ONUSIDA.
80. Tim Martineau, Directeur de la gestion, ONUSIDA, a présenté le rapport sur le suivi des résultats 2020-2021, qui décrit les réalisations collectives et individuelles des 11 coparrainants de l'ONUSIDA et du Secrétariat. Il explique que le rapport global est composé de plusieurs rapports distincts. De plus amples informations sont disponibles sur le portail consacré aux résultats et à la transparence.
81. Les rapports montrent que le Programme commun a réussi à maintenir le VIH à l'ordre du jour politique international malgré les nombreuses autres priorités majeures, a déclaré M. Martineau. Il a dirigé l'élaboration de la stratégie mondiale de lutte contre le sida et a supervisé l'adoption de la déclaration politique sur le VIH et le sida de 2021 (qui comprend les objectifs 10-10-10 visant à supprimer les lois et politiques punitives), deux processus hautement inclusifs.
82. Chewe Luo, Directrice associée et cheffe du département VIH/sida de l'UNICEF, a déclaré que l'ONUSIDA avait mené des efforts pour élever le niveau d'action et d'investissement, et intensifier la prévention, le dépistage et le traitement. L'ONUSIDA a développé des services VIH complets, axés sur la personne et inclusifs, en mettant l'accent sur la redynamisation de la prévention combinée. Ces derniers efforts comprennent le soutien à la Coalition mondiale pour la prévention du VIH, l'élaboration de l'outil d'estimation des besoins en préservatifs, l'adoption de la PrEP orale dans les directives nationales de 130 pays, un cadre pour l'intensification de la prévention auprès des adolescentes et des jeunes femmes en Afrique occidentale et centrale, un soutien continu aux programmes visant à éliminer la transmission de la mère à l'enfant (15 pays ont été validés par l'OMS pour la réalisation de cet objectif), et le développement de la santé sexuelle et reproductive, incluant une éducation sexuelle complète.
83. Mme Luo a déclaré que le Programme commun avait également contribué à des avancées régulières dans la cascade de dépistage et de traitement du VIH, notamment le déploiement de l'auto-dépistage dans 48 pays, la mise à jour des directives en matière de dépistage et de traitement, telles que les recommandations de l'OMS « Traitement pour tous », désormais adoptées dans 187 pays, et le recours accru aux innovations dans le domaine de la santé, notamment numériques. Au moins 130 pays ont été aidés à surmonter les obstacles aux services. La prestation de services différenciés pour une meilleure santé se généralise, tout comme l'autodiagnostic et la délivrance d'antirétroviraux sur plusieurs mois (adoptés par plus de 90 % des pays à revenu faible ou intermédiaire), ainsi que l'intégration de la santé mentale et du cancer du col de l'utérus dans les services de lutte contre le VIH. Elle a toutefois souligné que cela était loin d'être suffisant et qu'il fallait mettre davantage l'accent sur la prévention du VIH et la suppression des obstacles structurels.
84. Les participants ont été informés qu'au moins 90 pays ont été soutenus dans la

création d'environnements favorables améliorés, notamment par le biais du Partenariat mondial pour l'action visant à éliminer toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH et le déploiement de l'indice 2.0 de stigmatisation des personnes vivant avec le VIH. L'ONUSIDA a contribué à l'abrogation des lois criminalisant la transmission du VIH, à la décriminalisation des comportements homosexuels et à d'autres révisions des lois relatives au VIH dans au moins 10 pays. L'expertise en matière d'égalité des sexes dans les organes de coordination de la lutte contre le sida a été renforcée dans 16 pays, des évaluations des réponses au VIH en fonction des sexes ont été réalisées dans 13 pays et l'égalité des sexes est en cours d'intégration dans les stratégies de lutte contre le VIH de 35 pays. L'initiative Education Plus a été lancée pour promouvoir l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes en Afrique subsaharienne. Les réponses communautaires, y compris le suivi communautaire, ont bénéficié d'une attention et d'un soutien importants.

85. Des financements durables en matière de VIH et de santé et des systèmes de protection sociale résilients sensibles au VIH ont été mis en avant, a poursuivi Mme Luo. Quelque 91 % des pays ayant répondu à l'enquête disposent de systèmes nationaux de protection sociale qui prennent en compte le VIH, des données sur le financement de la lutte contre le VIH sont générées et les stratégies nationales sont affinées pour accroître l'impact et la durabilité à long terme, dans le cadre de la couverture sanitaire universelle. L'ONUSIDA a également soutenu cinq réunions ministérielles régionales sur la santé et les finances, ainsi que l'élaboration d'une nouvelle feuille de route pour le financement de la santé en Afrique.
86. L'analyse du financement du VIH a éclairé plus de 20 stratégies nationales de lutte contre le VIH, tandis que les partenariats avec les pays, dans plus de 90 pays, et avec le PEPFAR et le Fonds mondial ont permis de mobiliser des milliards de dollars pour les programmes de lutte contre le VIH, a déclaré Mme Luo. L'ONUSIDA a apporté son soutien à et aidé 80 % des demandes de financement du Fonds mondial en 2020-2021 (environ 5 milliards de dollars de financement pour le VIH) et a contribué à mettre davantage l'accent sur la prévention (avec un financement accru de plus de 200 millions de dollars en 6 ans), ainsi qu'à augmenter le financement des programmes relatifs aux préservatifs, aux droits de l'homme et à l'égalité des sexes. Le succès du Fonds mondial dans les pays repose sur la connaissance sur le pays, une relation de confiance, l'expertise et le soutien technique et politique que le Programme commun fournit au niveau national, a-t-elle déclaré au Conseil.
87. M. Martineau a brièvement décrit certaines des nombreuses contributions du Programme commun pour lutter contre les inégalités dans le cadre des pandémies simultanées de VIH et de COVID-19 en 2020-2021, y compris son rôle de plaidoyer de haut niveau dans la Campagne pour un vaccin populaire, dans le suivi, la publicité et l'atténuation de l'impact de la COVID-19 sur les programmes de lutte contre le VIH, en particulier pour la continuité des services de lutte contre le VIH, et dans le soutien aux communautés pour protéger les droits, renforcer leur résilience et promouvoir leur contribution et leurs ressources pour la durabilité. Il a souligné que le rapport comprenait de nombreux exemples de bonnes performances menés par le Programme commun de projets avec et pour les jeunes, les enfants, les populations clés, les femmes et les filles et les populations dans des situations humanitaires, ainsi que d'autres populations mobiles et migrantes. Il a ensuite souligné les principales réalisations du Secrétariat en 2020-2021 pour chacune des cinq fonctions du Secrétariat, notamment l'engagement politique, les partenariats, la mobilisation des ressources, la création de la collection de données sur le VIH la plus complète au

- monde, la coordination efficace de l'appui à la mise en œuvre dans les pays et la réalisation du Programme commun, y compris la mobilisation des ressources, une gouvernance et une responsabilité fortes, notamment par le biais de la réforme des Nations Unies en action grâce aux équipes conjointes des Nations Unies et aux plans sur le sida dans 91 pays dans le cadre des cadres de coopération pour le développement durable des Nations Unies (CCDNU).
88. Le rapport de suivi des performances comprend un rapport complet sur tous les indicateurs de l'UBRAF pour toute la période 2016-2021, a-t-il souligné. Résumant les progrès accomplis dans les 25 domaines de résultats de la stratégie de l'UBRAF, il a indiqué que 15 avaient été atteints, que 7 avaient progressé lentement et que 1 n'avait pas été atteint (les données consolidées par rapport aux données cibles pour deux indicateurs n'étaient pas disponibles). La lenteur des progrès dans certains domaines de résultats est due notamment aux contraintes financières et à la COVID-19. En ce qui concerne les 13 indicateurs de fonction du Secrétariat, 7 ont été atteints, 4 sont en passe de l'être et 2 ont été partiellement atteints.
89. Les principaux défis rencontrés au cours de la période considérée sont les suivants : le fort impact de la pandémie de COVID-19 sur les communautés et les réponses nationales au VIH, le manque de services complets de lutte contre le VIH, les progrès insuffisants par rapport aux objectifs mondiaux de lutte contre le sida, les obstacles structurels qui subsistent (notamment l'inégalité entre les sexes, la stigmatisation et la discrimination, et les lois et politiques punitives), et l'insuffisance des ressources nationales et internationales consacrées au VIH. Le sous-financement de l'UBRAF limite et érode les capacités du programme commun, a déclaré M. Martineau lors de la réunion.
90. Parmi les enseignements tirés, citons l'importance de maintenir l'engagement et la responsabilité politiques en matière de lutte contre le VIH, de partenariats, de concentrer les investissements et les actions intensifiés sur les zones négligées ou peu performantes, de passer à des approches intégrées et centrées sur les personnes, de poursuivre les innovations et soutenir les réponses communautaires et de faire des investissements fondés sur des données probantes dans le VIH, ainsi que dans la préparation à la pandémie et les systèmes de santé et de protection sociale.
91. M. Martineau a conclu en soulignant que le Programme commun a contribué à améliorer des millions de vies au cours des six dernières années et à infléchir la courbe de l'épidémie. Il a décrit certains des principaux atouts et forces du Programme commun. L'ONUSIDA a continué à remplir son mandat unique en mettant son expertise et ses ressources multisectorielles à l'œuvre dans les pays et en servant de voix audacieuse et de force catalytique dans de nombreux domaines nécessaires pour éradiquer les inégalités associées au VIH (par exemple, l'information stratégique, l'appui aux pays et aux communautés, l'appui politique et technique, la définition des programmes et le leadership). Un UBRAF entièrement financé est essentiel pour protéger et soutenir ce travail vital, a-t-il déclaré en conclusion.
92. Lors des discussions, les membres ont remercié l'ONUSIDA pour ses rapports détaillés et améliorés et ont salué son analyse des défis et des enseignements. Ils ont également souligné l'intérêt d'un reporting qui tienne compte des données et des connaissances de la communauté. Notant que le Programme commun a travaillé dans des conditions difficiles, ils l'ont félicité pour les réalisations de l'exercice biennal précédent. Ils ont salué les efforts déployés pour réduire les inégalités entre les sexes, changer les normes sexospécifiques néfastes et

soutenir les populations clés, ainsi que les innovations utilisées pour soutenir les services de lutte contre le VIH pendant la COVID-19, ainsi que les efforts soutenus pour atteindre les objectifs 95-95-95.

93. Les rapports ont montré le haut niveau de responsabilité du Programme commun, ont déclaré les membres, mais ont démontré que le monde n'était pas en voie d'atteindre la plupart des objectifs fixés pour 2025 et qu'il existe de nombreux écarts entre les régions et pays. La prévention reste un défi majeur, notamment pour les jeunes et les populations clés. Tous les pays ont été invités à tenir leur engagement de consacrer 25 % de leur budget national VIH aux programmes de prévention.
94. L'épidémie croissante au sein des populations clés est une préoccupation majeure, ont déclaré les membres, tout comme le fait que l'inégalité entre les sexes continue de saper les réponses au VIH. Les programmes destinés aux populations clés manquent souvent de ressources. Les membres ont déclaré que les paquets VIH essentiels devaient être inclus dans la couverture sanitaire universelle et que la prévention combinée pour les populations clés et vulnérables (y compris les populations déplacées à l'intérieur du pays, les réfugiés et les migrants) devait être étendue et améliorée. Les membres ont déclaré qu'ils attendaient avec impatience les évaluations externes du travail de l'ONUSIDA avec et pour les populations clés.
95. Les membres se sont également inquiétés des faibles niveaux de réalisation du domaine de résultat 3 et de la résistance de certains pays aux interventions basées sur des droits et visant à éradiquer les inégalités entre les genres. Les obstacles structurels sous-jacents devaient être traités plus efficacement. Ils ont appelé le programme commun et ses membres à investir davantage dans les réseaux et organisations communautaires et dans la suppression des politiques et pratiques qui nient les droits des personnes.
96. Les membres reconnaissent l'importance de la préparation des rapports de suivi des performances, mais certains restent préoccupés par le volume et la nature des rapports de performance présentés au Conseil, notant des attentes variées entre les membres du CCP. Certains ont remis en question la légitimité de déclarer les objectifs « atteints » alors qu'ils n'ont atteint que 75 % de l'objectif.
97. Il a été suggéré d'améliorer les rapports en montrant des liens plus clairs entre le financement au niveau mondial et les réalisations régionales. Un résumé plus court pourrait être ajouté aux rapports, mettant en évidence les principales questions, les progrès, les défis et les opportunités. Cela serait utile pour informer le grand public et pour la mobilisation des ressources.
98. Les membres ont déclaré qu'ils appréciaient l'accent plus détaillé mis sur le suivi des performances aux niveaux régional et national, qui était crucial pour comprendre quelles actions permettraient de maintenir les gains. Ils ont souligné l'importance de communiquer des données qui tiennent compte des données générées par la communauté et des connaissances de celle-ci. Tout en reconnaissant l'impact de la COVID-19, les membres ont fait part de leur inquiétude quant à la baisse du niveau des rapports nationaux pour la surveillance mondiale du sida au cours des deux dernières années.
99. Les intervenants ont salué le lancement de l'initiative Education Plus et ont soutenu l'élaboration d'une feuille de route pour le financement de la santé en Afrique, afin d'accroître les ressources nationales consacrées à la santé, de renforcer la résilience des systèmes de santé et d'améliorer la capacité de l'Afrique à fabriquer localement des vaccins et d'autres produits de santé.

100. Le rôle crucial du programme commun a été souligné : « Vous êtes petits, mais puissants », a déclaré un membre. Cependant, les intervenants ont exprimé leurs inquiétudes quant à la situation actuelle du Programme commun et à son déficit de financement croissant et ont fortement encouragé tous les donateurs à respecter leurs engagements financiers et les accords de financement pluriannuels du Programme commun. Un manque à gagner permanent par rapport à l'UBRAF réduirait l'appui technique, politique vital et autre que l'ONUSIDA fournit aux pays et programmes soutenus par le Fonds mondial et le PEPFAR et affaiblirait la riposte au VIH. Les coparrainants ont souligné qu'une allocation de base suffisante au niveau mondial restait essentielle pour obtenir des résultats. Les membres ont insisté sur le fait qu'il était crucial de financer entièrement l'UBRAF avec des ressources opportunes et prévisibles afin que l'ONUSIDA puisse remplir pleinement son mandat et pour la mise en œuvre de la stratégie mondiale sur le sida.
101. En réponse, Mme Luo a déclaré que le programme commun convenait que les progrès en matière de prévention étaient trop lents, mais qu'il était également encouragé par le potentiel des nouvelles percées scientifiques, notamment la prophylaxie préexposition à action prolongée (PrEP). Elle a pris note des préoccupations soulevées par le coût élevé de certains produits anti-VIH.
102. Les adolescentes et les jeunes femmes sont au centre des préoccupations du programme commun, du Fonds mondial et du PEPFAR, a-t-elle déclaré, et Education Plus va galvaniser ce travail. Répondant aux suggestions de condenser davantage les rapports, elle a déclaré que la complexité des rapports reflétait celle de la réponse au VIH. Néanmoins, des moyens seraient recherchés pour simplifier les rapports tout en répondant au besoin d'informations plus détaillées.
103. M. Martineau a rappelé aux membres du CCP que le rapport de performance concernait l'UBRAF 2016-2021. Les nouveaux cadres et l'amélioration des plateformes de l'UBRAF prévus pour la prochaine période de déclaration permettraient de simplifier et de clarifier les rapports de manière progressive, a-t-il déclaré. Les fonctions d'évaluation renforcées complètent également les rapports au CCP et la responsabilité globale. Il a apprécié le fait que les attentes du CCP concernant la portée des rapports soient diverses, mais a reconnu qu'il y avait encore place à l'amélioration, notamment dans la provision aux membres de documents qu'ils pourraient utiliser pour plaider en faveur de la réponse au VIH avec et pour soutenir les investissements de leurs capitales respectives. Il a également noté les remarques sur l'importance des déterminants sociaux, des populations clés et de l'implication de la communauté, ainsi que l'accent mis sur les rapports financiers et les mérites respectifs des investissements de départ et de la durabilité et du financement régulier à long terme.
104. Eamonn Murphy, Directeur exécutif adjoint, a.i., Programmes de l'ONUSIDA, a déclaré au CCP que le cadre des inégalités serait déployé au niveau national. À titre d'exemple, il a déclaré que près de 180 organisations communautaires en Afrique occidentale et centrale étaient soutenues pour mener des activités visant à réduire les inégalités. Si le financement et les capacités du Programme commun étaient réduits, il serait très difficile d'atteindre les niveaux de soutien (par exemple, pour la collecte et l'analyse de données nationales plus granulaires pour le suivi mondial du sida), de responsabilité et de rapportage requis.

4.2 Rapport financier

105. Mme Byanyima a présenté le rapport financier et a remercié les membres du Conseil pour leur préoccupation concernant la situation financière de l'ONUSIDA.

- Elle a déclaré que 30 gouvernements avaient déclaré être prêts à intensifier les réponses communautaires, mais que le manque de financement signifiait que le programme commun ne pourrait en soutenir que la moitié. L'ONUSIDA s'efforce de réunir des services multisectoriels visant à réduire la violence et la discrimination fondées sur le sexe, notamment en Afrique subsaharienne, mais ces projets pourraient devoir être mis en attente. De même, l'ONUSIDA répond aux urgences liées aux droits de l'homme parmi les populations clés et les personnes vivant avec le VIH dans un maximum de 20 pays chaque année grâce à un financement rapide, des interventions techniques et une expertise juridique. Ces activités d'urgence sont menacées si le manque de financement n'est pas résolu, a-t-elle déclaré.
106. Le Conseil, la haute direction du Secrétariat et les coparrainants doivent « s'approprier » ce problème ensemble, a déclaré Mme Byanyima. Elle a invité le Conseil à intervenir et à aider à trouver des solutions. Un défi à court terme, par exemple, a été la dépréciation des monnaies européennes par rapport au dollar américain. Elle demande qu'un petit groupe de membres du Conseil d'administration travaille avec le Secrétariat pour essayer de résoudre ce problème. Un groupe similaire pourrait également aider l'ONUSIDA à travailler sur le problème à plus long terme de l'obtention d'un financement suffisant et durable. Elle a également lancé un appel aux coparrainants pour qu'ils partagent le fardeau en absorbant la réduction de 400 000 dollars des paiements qui leur sont destinés cette année.
 107. M. George Farhat, Directeur de la planification, des finances et de la responsabilisation à l'ONUSIDA, a présenté les deux rapports financiers. Il a souligné que la dixième série d'états annuels était conforme aux normes comptables IPSAS et que les auditeurs externes avaient émis un avis d'audit non modifié.
 108. Il a indiqué aux participants qu'en 2021, 171,4 millions de dollars de fonds de base ont été mobilisés, contre 194,1 millions en 2020 et 184 millions en 2019. Les ressources mobilisées en 2021 étaient inférieures de plus de 15 millions de dollars à l'objectif de 187 millions de dollars approuvé dans l'UBRAF.
 109. Le total des dépenses de base s'est élevé à 185 millions de dollars, contre un budget de base approuvé de 187 millions de dollars. Le solde net du fonds était de 102 millions de dollars (5 millions de dollars de moins que le niveau minimum approuvé par le CCP en 2015), contre 112 millions de dollars en 2020 et 100 millions de dollars à la fin de 2019. Néanmoins, le programme commun a conservé la capacité de fonctionner sans heurts, a-t-il déclaré.
 110. Des revenus non essentiels d'un montant de 73,5 millions de dollars avaient été mobilisés pour des initiatives mondiales, régionales et nationales en 2021, dont 71 % provenant d'USAID et des Centres américains de contrôle des maladies. Les dépenses de base en 2021 étaient de 71,2 millions de dollars, contre 54,6 millions de dollars en 2020. Un solde secondaire disponible de 56,2 millions de dollars avait été reporté en 2022.
 111. Le premier plan de travail et budget biennal de l'UBRAF 2022-2026 prévoyait un budget de base annuel approuvé de 210 millions de dollars, avec une base fixée à 187 millions de dollars. L'allocation de 187 millions de dollars se répartit en 47 millions de dollars pour les coparrainants et 140 millions de dollars pour le Secrétariat. L'allocation de 210 millions de dollars se répartit en 64 millions de dollars pour les coparrainants et 146 millions de dollars pour le Secrétariat.
 112. Du côté des dépenses, le solde net des fonds en 2021 a permis de commencer la

mise en œuvre de l'UBRAF. Le total des dépenses de base et des charges s'est élevé à 123 millions de dollars, dont 41 millions en transferts aux coparrainants (avec 6 millions restants) et 76 millions de dépenses de base et charges du Secrétariat.

113. L'ONUSIDA a récemment reçu trois contributions de base supplémentaires du Danemark, du Luxembourg et de la Norvège, pour un total de 17,1 millions de dollars, a informé M. Farhat au CCP. Cela a porté les contributions reçues à ce jour en 2022 à 60,2 millions de dollars (contre 86,4 millions de dollars en juin 2021). Il avait été estimé que 175 millions de dollars seraient levés en 2022, mais les perspectives financières étaient moins prometteuses qu'initialement prévu. Cette situation s'explique en partie par la dépréciation importante des principales devises par rapport au dollar américain (qui s'est traduite par des pertes de change d'environ 12 millions de dollars) et par le fait que plusieurs donateurs ont modifié leur aide au développement à l'étranger pour répondre à la guerre en Ukraine. Cependant, l'Allemagne et le Royaume-Uni avaient annoncé qu'ils augmenteraient leurs contributions.
114. L'estimation révisée pour 2022 était de 162 millions de dollars (contre 157 millions de dollars précédemment), compte tenu des contributions supplémentaires annoncées lors de la session du CCP de la veille. Cela représentait un écart de 25 millions de dollars par rapport à l'objectif de mobilisation des ressources de base de 187 millions de dollars et un écart de 47 millions de dollars par rapport au budget approuvé de 210 millions de dollars. M. Farhat a décrit plus en détail l'impact de la dévaluation de l'euro et d'autres devises sur la situation de financement de l'ONUSIDA.
115. Les mesures d'atténuation actuelles pour couvrir le déficit de financement comprennent le gel des postes vacants pendant 3 à 6 mois, la limitation des voyages internationaux, la prise de mesures ciblées pour améliorer l'efficacité des coûts opérationnels et la mise en attente des transferts restants aux coparrainants. Il s'agissait de mesures à court terme. Il est crucial de parvenir à une situation de financement durable, a-t-il déclaré.
116. Prenant la parole, les membres ont remercié le Secrétariat pour le rapport détaillé, se sont félicités de la conformité continue aux normes IPSAS et ont reconnu le travail diligent de mobilisation des ressources de l'ONUSIDA dans un environnement de financement très difficile. Ils ont remercié la Directrice exécutive d'avoir clairement exposé les implications du manque de financement pour les travaux de l'ONUSIDA et pour la riposte au VIH. Il a été suggéré que les futurs rapports pourraient être davantage axés sur les infographies.
117. Certains membres ont observé que le mélange des ressources de base de l'UBRAF et des ressources non essentielles dans les rapports financiers était un défi du point de vue de la responsabilité. Ils ont demandé si la baisse des ressources de base était responsable des engagements non financés et ont demandé que les ressources de base et les autres ressources soient différenciées plus clairement dans les futurs rapports.
118. Les membres ont félicité l'ONUSIDA pour son travail diligent de mobilisation des ressources dans un environnement de financement très difficile. Toutefois, ils ont exprimé leurs préoccupations quant à la situation financière et ont exhorté les donateurs à maintenir et, de préférence, à augmenter leurs contributions. Les déficits de financement n'ont pas été soudains, ont-ils dit : l'UBRAF n'a pas été entièrement financé depuis plusieurs années. La situation actuelle est toutefois particulièrement préoccupante, puisque le solde net des fonds est inférieur au

seuil requis. Les membres ont demandé plus d'informations concernant le risque et l'impact d'un prélèvement sur le solde net des fonds en dessous du minimum recommandé. Ils ont également demandé une explication sur la raison pour laquelle les dépenses pour plusieurs fonctions du Secrétariat s'élevaient déjà à 55 % en mars.

119. Les membres ont souligné les risques possibles de la situation de financement et ont exhorté le Secrétariat à examiner et à anticiper la perte éventuelle de connaissances institutionnelles, et à éviter de mal aligner les capacités en personnel sur les besoins émergents des pays. Ils ont demandé une évaluation plus détaillée des conséquences possibles du déficit actuel et ont demandé plus d'informations sur les consultations du Secrétariat avec les coparrainants concernant les actions d'atténuation et les risques de la situation de financement.
120. Une stratégie était nécessaire pour diversifier la base de donateurs actuelle d'environ 25 pays et pour encourager les donateurs à faire des contributions à long terme. Il a été suggéré de mettre en place un groupe de travail ou un groupe de travail multipartite pour aider l'ONUSIDA sur ce front. D'autres actions ont également été proposées : la directrice exécutive doit continuer à avoir des conversations ciblées avec les donateurs pour combler le déficit de financement ; des opportunités plus structurées de dialogue avec un plus large éventail de partenaires sont nécessaires pour envisager toutes les possibilités viables de mobilisation des ressources ; et une session sur la mobilisation des ressources doit être incluse dans la réunion du CCP de décembre 2022, éclairée par de nouvelles discussions et stratégies. En ce qui concerne les pertes de change, les membres ont déclaré qu'ils étudieraient la possibilité de résoudre le problème et feraient rapport au CCP.
121. M. Farhat a répondu que le solde net des fonds était inférieur de 5 millions de dollars au niveau minimum approuvé, mais a assuré le CCP que le niveau de 102 millions de dollars était suffisant pour aller de l'avant. Il était prévu d'utiliser une partie du solde du fonds pour couvrir une partie du déficit de financement (peut-être jusqu'à 10 millions de dollars) en attendant de trouver des ressources supplémentaires. Il a dit qu'il ferait un rapport sur le taux de dépense apparemment élevé (55 %) pour les fonctions du Secrétariat. Répondant à d'autres questions, il indique qu'un fonds de restructuration a été créé pour couvrir les coûts liés au départ du personnel et à la suppression de postes ; les 16 millions de dollars ne sont pas couverts par le financement de base. Les dépenses de personnel du Secrétariat en 2021 ont totalisé 108 millions de dollars et l'alignement, une fois finalisé à la fin de 2022, permettrait de réaliser une réduction de 12-13 millions de dollars.
122. En ce qui concerne les préoccupations soulevées au sujet du processus d'alignement, M. Martineau a assuré la réunion que le Secrétariat continuerait à s'appuyer sur une solide expertise externe pour guider et soutenir le processus. Il remercie les membres pour leurs suggestions et accueille favorablement la proposition d'un rapport de synthèse lors de la réunion du CCP de décembre 2022.

5. Matrice d'indicateurs pour l'UBRAF 2022-2026 et indicateurs, jalons, cibles et sources de données pour le plan de travail et le budget 2022-2023

123. Le Conseil d'administration a reçu la matrice complète des indicateurs pour l'UBRAF 2022-2026 et les indicateurs, jalons, cibles et sources de données finalisés pour le plan de travail et le budget 2022-2023. Marie-Odile Emond,

conseillère principale en planification et suivi à l'ONUSIDA, a présenté un résumé du contenu des documents et décrit le contexte et l'objectif de la matrice d'indicateurs, et a montré quelques exemples.

124. Mme Emond a souligné que la série d'indicateurs de performance mesurera la performance du cadre de résultats du Programme commun et plus particulièrement par rapport aux produits spécifiques pour les 10 domaines de résultats et les 5 fonctions du Secrétariat, qui contribuent ensemble à la réalisation de 3 résultats du Programme commun, tous pleinement alignés sur la Stratégie mondiale de lutte contre le sida. Les indicateurs développés conjointement par le Programme commun reflètent les recommandations faites par le CCP en décembre 2021 et les orientations du groupe de travail de l'UBRAF. Elle a déclaré que la matrice soutenait une forte responsabilisation et comprenait des indicateurs SMART (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps) dans des domaines sélectionnés où le Programme commun investit le plus. Elle a ajouté que les indicateurs garantissaient la cohérence et les liens dans le temps et entre les différents niveaux de résultats.
125. Se référant à l'UBRAF 2022-2026, Mme Emond a déclaré que les indicateurs de la matrice étaient sélectifs et complétés par d'autres outils (par exemple, des évaluations et des bilans). Sur la base des enseignements tirés du précédent UBRAF et d'autres outils, tels que les évaluations et les audits. Une approche mixte a été suivie, utilisant des indicateurs au niveau des résultats et des produits. Elle a ajouté que la matrice présente donc une meilleure cohérence et des liens avec l'impact plus large du Programme commun, en rendant compte à l'aide d'un suivi des performances basé sur les résultats et en offrant une vision plus holistique du rôle multidimensionnel et catalytique de l'ONUSIDA pour la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida.
126. Elle a ensuite donné un bref aperçu des indicateurs de l'UBRAF qui mesureront, par exemple, les contributions clés du Programme commun à la riposte mondiale au VIH, souligneront la valeur ajoutée du Programme commun et du Secrétariat, et permettront de surveiller leurs performances respectives. Elle a déclaré que le système de suivi des performances fonctionnait en harmonie avec le système de surveillance mondiale du sida.
127. Les indicateurs ont été améliorés de manière constante au fil des ans, a poursuivi Mme Emond, et les indicateurs 2022-2026 reflètent plus clairement le travail du programme conjoint. La matrice comprend les indicateurs de résultats du Programme commun (sélectionnés à partir de la surveillance mondiale du sida) et les indicateurs de production, y compris une justification, les sources de données, les bases de référence, les étapes et les objectifs, les principaux coparrainants conformément à la répartition des tâches, ainsi que les indicateurs complémentaires disponibles et principaux. Avant de passer la parole à Mme Luo, Mme Emond s'est référée aux directives méthodologiques détaillées internes sur les indicateurs, qui sont également en cours d'élaboration afin de garantir la cohérence et la précision des rapports. Parmi celles-ci, elle a mentionné d'autres définitions de termes clés utilisés, tels que « soutien » et autres.
128. Mme Luo, a poursuivi la présentation en partageant quelques exemples, en commençant par le domaine de résultats 1 (prévention du VIH), plus précisément l'indicateur 1.1.1, qui mesure le nombre de pays soutenus par le Programme commun pour améliorer les politiques, les outils et les objectifs nationaux de prévention combinée du VIH pour et avec les populations clés et les autres populations exposées à un risque élevé d'infection par le VIH. Elle a expliqué la

situation de référence et les progrès envisagés par étapes vers les deux étapes (2023 et 2025) et l'objectif (2026). De la même manière, elle a décrit plusieurs autres indicateurs, notamment l'indicateur 8.2.2 pour évaluer le soutien aux investissements du Fonds mondial pour l'impact et l'indicateur S1.1.2 pour surveiller le travail du Secrétariat dans l'examen et la mise à jour des plans stratégiques nationaux sur le VIH. Elle a ensuite décrit comment les indicateurs sélectionnés pour les trois résultats sont liés aux objectifs mondiaux de la stratégie mondiale de lutte contre le sida et aux objectifs de développement durable. Pour la première fois, a-t-elle dit, l'ensemble de la chaîne de résultats et du cadre de suivi est clairement défini et aligné sur les différents niveaux.

129. Mme Emond a ensuite évoqué quelques réflexions et considérations clés. Le Programme commun vise un niveau élevé de responsabilisation par le biais de la matrice d'indicateurs, en notant qu'il ne s'agit que de l'un des outils de responsabilisation du Programme commun et en considérant la structure de l'ONUSIDA en tant que Programme commun. L'exercice était plutôt technique et couvrait de nouveaux domaines programmatiques que l'ONUSIDA voulait façonner, mais pour lesquels la science et les orientations étaient encore en évolution. Il a fallu trouver une certaine flexibilité et un équilibre approprié entre les indicateurs de l'UBRAF au niveau mondial, les différentes épidémies et besoins des pays, et la maturité variable des réponses nationales au VIH. Les attentes étaient également différentes quant à la granularité du cadre d'indicateurs. Elle a terminé sa présentation en disant que les jalons de 2025 et les objectifs de 2026 seraient mis à jour, si nécessaire en 2023, dans le cadre de l'élaboration du plan de travail et du budget biennal 2024-2025.
130. Dans une déclaration vidéo, le Dr Jesper Sundewall, président du groupe de travail de l'UBRAF, a déclaré que le groupe de travail a examiné la matrice d'indicateurs et a estimé qu'il s'agissait d'un cadre solide qui permettrait de suivre, de rapporter et d'évaluer les produits et les résultats du travail du Programme commun. Elle constituerait une source importante d'informations pour comprendre ce qui fonctionne, a-t-il ajouté.
131. Prenant la parole, les membres ont remercié l'ONUSIDA pour la matrice d'indicateurs qui, selon eux, montre clairement le haut niveau de responsabilité et la nature multidimensionnelle du travail du Programme commun. Ils ont salué le processus inclusif et ont dit apprécier la difficulté de la tâche. Les membres ont également remercié le Secrétariat d'avoir pris en compte les recommandations et suggestions qu'ils avaient partagées. Ils ont soutenu la décision selon laquelle la mise en œuvre de l'UBRAF devrait faire l'objet d'un rapport annuel au CCP.
132. Les membres ont salué le lien entre les indicateurs de résultats et les ODD et la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026. La matrice fournit une base solide pour le suivi et le soutien de la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026, ont-ils déclaré, et reflète un équilibre prudent entre le besoin de détail et de rationalisation tout en montrant les complémentarités et les synergies entre les domaines de résultats et les indicateurs du Secrétariat qui reflètent le travail transversal ainsi que les fonctions de gestion et de gouvernance générales. Ils ont réaffirmé qu'un UBRAF entièrement financé était nécessaire pour remplir le mandat de l'ONUSIDA et ont demandé à tous les membres de revoir favorablement leurs niveaux de financement du Programme commun, tout en notant que l'établissement des priorités et la planification du travail opérationnel devront refléter les ressources disponibles.
133. La matrice a permis de saisir le travail conjoint du Secrétariat et des 11 Coparrainants, ainsi que leurs méthodes uniques de collaboration, ont déclaré

- les membres. Les indicateurs complémentaires des Coparrainants ont illustré le caractère « commun » de l'ONUSIDA et ont également été utiles pour le travail de mobilisation des ressources des Coparrainants et les rapports à leurs groupes constitutifs. Il a été demandé au Secrétariat si le protocole d'accord (MOU) entre lui et les Coparrainants serait mis à jour pour refléter la nouvelle répartition des tâches de l'UBRAF et les mécanismes de responsabilité liés à leur collaboration.
134. Les membres ont apprécié la clarté des résultats attendus pour les fonctions du Secrétariat, ce qui a également permis de bien comprendre l'importance d'avoir un UBRAF entièrement financé. La matrice reflète les rôles importants du Secrétariat aux niveaux mondial et national. L'accent mis sur le suivi communautaire et la lutte contre les co-infections a également été apprécié.
 135. Les rapports mondiaux peuvent cacher des réalités spécifiques aux niveaux régional et national, qui sont de la plus haute importance. Les pays les plus pauvres et les plus marginalisés présentant les taux de prévalence du VIH les plus élevés, y compris parmi les populations clés, devraient être systématiquement ciblés pour l'ensemble des indicateurs.
 136. Il a été demandé au Secrétariat de fournir plus d'informations sur les méthodes et les principes utilisés pour fixer les objectifs. Les indicateurs étaient plus faciles à suivre, mais certains des objectifs (par exemple l'indicateur de charge virale) semblaient fixés à des niveaux faibles, ont déclaré certains membres. Des clarifications spécifiques ont été demandées. Il a été demandé au Secrétariat de veiller à ce que les indicateurs reflètent les progrès de la science (par exemple, en ce qui concerne les injectables à longue durée d'action et U=U). Certains indicateurs devront peut-être être mis à jour pour mieux refléter l'évolution des besoins des réponses au VIH (par exemple, l'élaboration et la mise en œuvre de plans chiffrés pour les réponses au VIH menées par les jeunes), ont noté les membres. Un membre a demandé des éclaircissements sur la manière dont le Programme commun soutient la coordination nationale et la complémentarité avec le Fonds mondial. Ils ont mis en garde contre l'utilisation de paradigmes de rapports de performance qui déplacent la responsabilité vers des feuilles de calcul et l'éloignent des personnes réelles. Il a également été souligné que des rapports solides seront basés sur les directives relatives aux indicateurs, mais il a également été noté qu'il s'agit d'un cadre de performance ambitieux compte tenu de l'environnement difficile et incertain.
 137. Il a été demandé aux pays de veiller à ce que les rapports du système de surveillance mondiale du sida (GAM) soient complets et établis en temps utile, que l'infrastructure nécessaire à la surveillance communautaire soit renforcée et que ces données soient triangulées avec celles du GAM. Les membres ont ajouté qu'ils étaient heureux que certains indicateurs de résultats soient vérifiés par des évaluations et que les indicateurs mesurant les fonctions du Secrétariat soient également complétés par des évaluations clés. Étant donné que le cadre de résultats et le plan d'évaluation sont liés et devraient se renforcer mutuellement, il a été suggéré que le prochain plan d'évaluation couvre l'ensemble de la période de l'UBRAF, en complétant l'auto-évaluation par rapport aux indicateurs de l'UBRAF, et que l'intégration des recommandations des évaluations soit prise en compte lors du cycle de planification et de rapport de l'UBRAF.
 138. Les membres ont apprécié les tentatives pour refléter les contributions du programme commun dans le cadre des résultats. Toutefois, les indicateurs relatifs à ces domaines sont restés axés sur les réalisations plutôt que sur les résultats, ce qui pourrait limiter ce qu'ils révèlent sur la qualité des activités et l'ampleur ou la nécessité des améliorations. Il peut être difficile de rendre compte de certains

résultats, mais des études de cas ou des rapports au niveau national pourraient être utiles pour combler les lacunes en matière de données lorsqu'il était difficile de démontrer ou de quantifier les résultats. Les intervenants ont rappelé à l'assemblée que les indicateurs de l'UBRAF n'étaient pas le seul outil de suivi des progrès. Les indicateurs ont permis de suivre le travail du programme commun pour mettre en œuvre le nouvel UBRAF et ont compté parmi une série d'outils qui, ensemble, pourraient fournir un riche éventail d'informations et d'aperçus.

139. En réponse, Mme Emond a remercié les intervenants pour leurs remarques. Elle a convenu de l'importance des évaluations qui complètent le suivi des performances et fournissent des enseignements utiles pour améliorer davantage et continuellement les performances du Programme commun au fil du temps. D'autres idées sur les liens entre le cadre de résultats et les évaluations pourraient être discutées plus avant lors de la réunion du CCP en décembre 2022. Elle a également convenu que la suppression de la charge virale était une priorité et a indiqué que la base de référence pour cet indicateur pourrait changer en fonction des nouvelles données. La PrEP à longue durée d'action et le programme « Undetectable = Untransmittable » (U=U) ont été mentionnés dans le plan de travail et le budget 2022-2023 et constituent donc certainement un aspect essentiel du travail, a-t-elle déclaré, mais ils n'ont pas été mentionnés spécifiquement dans la matrice, car il est difficile d'en assurer le suivi en détail et d'éviter de trop compliquer les choses. La définition des populations clés figure dans l'UBRAF et est entièrement alignée sur la définition de la stratégie mondiale de lutte contre le sida.
140. Mme Emond a expliqué que la fixation des objectifs était basée sur les expériences passées, et elle a donné des exemples de la manière dont les seuils et objectifs (par ex. le nombre de pays menant des actions spécifiques) avaient été estimés. Elle a rappelé à la réunion que la priorisation du soutien du Programme commun pour les pays et les communautés les plus touchés et ayant le plus besoin de soutien se poursuivrait et que tous les pays ne recevraient pas le même niveau de soutien et pour tous les domaines, en particulier compte tenu des différentes épidémies et réponses nationales, des capacités et des ressources de plus en plus limitées de l'UBRAF. Certains processus nationaux (tels que la mise à jour des plans stratégiques nationaux sur le VIH, l'indice de stigmatisation ou les demandes au Fonds mondial) n'ont lieu que toutes les quelques années, ce qui explique que les étapes et les objectifs estimés ne concernent pas tous les pays. Des informations qualitatives supplémentaires sur la mise en œuvre pourraient être ajoutées à certains égards, mais elle a rappelé que le CCP a exprimé sa préférence pour des rapports de suivi des performances plus concis et qu'il recevait régulièrement une série d'autres rapports contenant des mises à jour détaillées. En ce qui concerne le soutien du Programme commun à la coordination nationale et au Fonds mondial, elle a fourni des exemples spécifiques tels que l'élaboration de la demande du Fonds mondial, le soutien et le suivi de la mise en œuvre des subventions, la recherche d'un consensus national pour les interventions fondées sur des données probantes et leur hiérarchisation, l'introduction d'approches innovantes et la garantie de l'alignement sur les cadres et systèmes nationaux et ceux des autres partenaires. À titre d'exemple, elle a déclaré que pendant son mandat de Directrice pays de l'ONUSIDA, ce travail représentait environ 80 % de son temps.
141. Répondant à une question sur d'éventuelles révisions du protocole d'accord (MOU) entre le Secrétariat et les Coparrainants, Andy Seale, Conseiller des programmes mondiaux de l'OMS sur le VIH, l'hépatite et les IST, a expliqué que certains changements pourraient être envisagés, si véritablement requis, mais a précisé que le MOU était un instrument fixe depuis 1995. Toutefois, la division du

travail a été adaptée et figure dans le cadre de l'UBRAF 2022-2026. En ce qui concerne les questions relatives aux indicateurs complémentaires, il a donné des exemples montrant que nombre d'entre eux étaient déjà intégrés dans les tableaux des indicateurs principaux.

142. En réponse à une autre question, Ludo Bok, coordinateur mondial pour le VIH, la santé et le développement au PNUD, a donné plusieurs exemples de travaux menés au niveau national pour soutenir les décisions, la mise en œuvre et le suivi des subventions du Fonds mondial.

6. Mise à jour sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines

143. Alison Holmes, Directrice des ressources humaines à l'ONUSIDA, a présenté le rapport. Elle a indiqué qu'il n'y aurait pas de rapport sur les effectifs en raison de l'état d'évolution de l'organisation. Le Secrétariat est en transition, avec des décisions majeures prises concernant la taille, l'emplacement et les fonctions du personnel, a-t-elle déclaré au CCP. Le passage soudain au travail à distance dû à la COVID-19 a également entraîné des changements technologiques dans les méthodes de travail.
144. Le travail d'alignement a commencé au début de 2021, a-t-elle dit, et la direction a cherché à rendre le processus inclusif. Une nouvelle structure organisationnelle a été mise en place, centrée sur quatre domaines d'intervention et mettant davantage l'accent sur les domaines prioritaires de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026. Les quatre domaines de pratique sont les suivants : science, services et systèmes pour tous ; données pour un impact ; égalité et droits pour tous et financement équitable.
145. Mme Holmes a décrit la nouvelle structure organisationnelle, en précisant qu'elle impliquait une modification importante du personnel, avec un recours accru aux bureaux multipays. Des unités de programme seront mises en place à Bangkok, Johannesburg et Nairobi, tandis qu'une présence plus restreinte à Genève sera maintenue, l'accent étant mis sur les fonctions de direction, de politique et de gestion stratégique. Elle a indiqué que 117 postes avaient été supprimés, que 83 nouveaux postes seraient pourvus et que plus de 60 membres du personnel quittaient l'organisation dans le cadre du dispositif de séparation par accord mutuel. Il y a également eu un changement dans la répartition du personnel, notamment une forte proportion de postes au bureau national et de postes P1-P4. On espérait que cela attirerait des professionnels plus jeunes et nationaux des pays les plus touchés par l'épidémie. Le nombre total de postes de base passerait de 723 à 658 (soit 9 % de moins) et les frais de personnel seraient réduits de 109 millions de dollars à 98 millions de dollars par an, a-t-elle déclaré au CCP.
146. Mme Holmes a passé en revue le calendrier provisoire de l'alignement. Elle a reconnu qu'il s'agissait d'un processus douloureux pour de nombreux membres du personnel et qu'il avait un impact majeur sur la vie des gens. Elle implique également de nouvelles méthodes de travail, axées sur la gestion des connaissances, les équipes en réseau autour de thèmes spécifiques, les communautés de pratique, etc. Elle a ensuite résumé plusieurs des autres éléments, notamment la création d'un département de gestion du changement et l'engagement de prestataires externes pour apporter une aide dans des domaines spécifiques.
147. L'exercice de transformation de la culture lancé en 2020 a continué à construire une culture de l'égalité, de la sécurité et de l'autonomisation sur le lieu de travail, a-t-elle déclaré. Un processus d'évolution des mentalités et des comportements

- du personnel à tous les niveaux est en cours, avec une attention particulière pour les personnes occupant des postes à responsabilité. Les activités comprenaient un processus d'« apprentissage par l'action », la création de « chartes de valeurs d'équipe » et le lancement d'une campagne #Respect. Une nouvelle stratégie en matière de personnel, fondée sur le plan d'action de gestion en cours, est en cours d'élaboration pour guider le travail du Secrétariat dans les années à venir.
148. Mme Holmes a conclu en résumant les réalisations de 2021 et les priorités pour 2022. Le programme de coaching des cadres s'est poursuivi et un nouveau programme de renforcement des capacités pour les directeurs nationaux a été introduit en 2022. Un centre d'évaluation des directeurs de pays a été organisé en 2021 pour élargir la liste des candidats éligibles à ces postes, et un exercice similaire sera organisé en 2022. L'équilibre entre les sexes pour les directeurs de pays a été atteint.
 149. L'objectif ultime était de faire en sorte que les décisions en matière de personnel répondent aux objectifs actuels et futurs de l'ONUSIDA, a-t-elle déclaré lors de la réunion. La politique de gestion des performances a également été mise à jour et les efforts se sont poursuivis pour maintenir des normes élevées de conduite et de performance, pour assurer la sécurité sur le lieu de travail et pour introduire une solide « gestion des conséquences » dans les cas de mauvaise conduite avérée. Trois procédures administratives et disciplinaires ont été conclues en 2021. La finalisation du nouveau protocole d'accord avec les services de contrôle interne (IOS) de l'OMS permettrait de garantir que l'enquête sur les cas renvoyés puisse être menée à bien dans les délais convenus et tout en offrant une protection totale aux victimes de fautes professionnelles, a déclaré Mme Holmes. La capacité de conseil du personnel a été renforcée par un contrat externe.
 150. Un nouveau modèle de prestation de services en matière de ressources humaines était en cours d'introduction et prévoyait la nomination de « partenaires commerciaux » en matière de ressources humaines pour chaque région. En raison de l'alignement, de nombreuses fonctions liées aux ressources humaines seront transférées à Bonn et plusieurs membres de l'équipe perdront leur poste, a déclaré Mme Holmes. Une nouvelle politique de recrutement de l'ONUSIDA a été publiée en mars 2022, qui confie les décisions relatives aux processus de sélection locaux aux directeurs régionaux. Elle a indiqué au CCP que 16 décisions relatives au personnel de direction avaient été prises en 2021, principalement pour pourvoir des postes vacants en raison de l'alignement.
 151. Au cours de la discussion, les membres ont remercié le Secrétariat pour les rapports et les documents de conférence et ont déclaré qu'ils appréciaient la nouvelle structure organisationnelle. Ils ont remercié le personnel pour son travail inestimable et ont déclaré que l'engagement du personnel était essentiel pour tout processus d'alignement. Ils ont dit espérer que la nouvelle structure serait efficace et durable, mais ont noté qu'elle avait également un effet déstabilisant sur le Secrétariat.
 152. Les membres ont exprimé leur inquiétude quant au fait que le Secrétariat pourrait manquer de ressources suffisantes pour mettre pleinement en œuvre sa vision. Étant donné que les économies résultant de l'alignement n'ont pas encore été réalisées, ils ont réitéré la nécessité d'un UBRAF entièrement financé.
 153. Les membres se sont félicités de l'accent mis sur les nouvelles méthodes de travail, y compris les modes de travail flexibles. Ils ont également apprécié l'alignement des niveaux hiérarchiques sur ceux de leurs homologues du système des Nations unies et l'ouverture de plus grandes possibilités pour les jeunes et

- pour la progression de carrière des professionnels nationaux. Ils ont dit espérer que la décentralisation des fonctions permettrait de réduire les coûts sans nuire à l'efficacité. L'augmentation du nombre de bureaux nationaux multi-pays a été saluée, mais la nécessité de conserver et de renforcer le soutien au niveau national a également été soulignée. Il y a eu une demande pour plus d'informations sur le calendrier de l'alignement et sur le nombre de postes P1-P4 qui seraient créés. Des diagrammes décrivant ces informations seraient utiles dans le rapport, a-t-il été suggéré.
154. Tout en reconnaissant l'impact positif de l'alignement, les membres ont souligné le stress, l'anxiété et l'instabilité que le processus provoquait, ce qui s'est clairement reflété dans l'enquête de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA. Le personnel est l'atout le plus important de toute organisation, ont-ils souligné. Ils ont remercié le personnel sortant pour son travail acharné et ont souligné que le département des ressources humaines devait continuer à fournir un soutien solide au personnel et veiller à ce que le Secrétariat dispose d'un personnel fort et dévoué et offre un environnement de travail sûr, transparent et réactif.
 155. Les membres ont apprécié le soutien apporté au personnel pendant le processus d'alignement, mais ont déclaré que les services de soutien en matière de santé mentale et de bien-être du personnel devraient être étendus, tout en poursuivant les progrès en matière de changement de culture. Il était important que la direction générale regagne et renforce la confiance du personnel en permettant des discussions franches et ouvertes et en répondant aux besoins et aux préoccupations soulevés. Le personnel doit être pleinement impliqué dans les futures grandes décisions.
 156. Les membres ont réitéré la nécessité d'une tolérance zéro pour toute forme d'intimidation et de harcèlement, y compris l'exploitation et le harcèlement sexuels, et se sont félicités des améliorations en cours dans la gouvernance des enquêtes avec l'IOS de l'OMS. Ils ont apprécié les cadres de responsabilité mis en place par l'ONUSIDA pour ces questions. Ils ont toutefois noté que seuls 26 % des répondants à l'enquête de l'Association du personnel avaient déclaré qu'ils signaleraient un comportement abusif, ce qui témoigne d'un manque de confiance important. Les membres ont demandé que des mesures supplémentaires soient prises pour instaurer la confiance avec le personnel et disposer de canaux adéquats pour signaler les comportements abusifs sans crainte de représailles. Il a été demandé au Secrétariat de fournir un plan clair sur la manière dont il abordera ces questions. Il lui a également été demandé de résoudre d'urgence toute question disciplinaire dans les bureaux nationaux.
 157. L'ONUSIDA doit « joindre le geste à la parole » en ce qui concerne le leadership féministe, l'égalité des sexes, la diversité et le bien-être du personnel, a-t-il été dit à la réunion. Les intervenants ont apprécié les efforts déployés pour parvenir à une organisation plus équilibrée entre les sexes, ainsi que les efforts de résolution des conflits entrepris par le département des ressources humaines. Ils ont remercié le Secrétariat pour la réponse de la direction à l'examen à mi-parcours du plan d'action pour l'égalité des sexes et l'ont encouragé à veiller à ce que les objectifs et les engagements en matière d'égalité des sexes soient pris en compte lors du processus d'alignement.
 158. Les membres se sont également félicités de la création d'un département de gestion du changement et d'un plan de gestion du changement, et ont réaffirmé l'importance du plan d'action de la direction. Il a été demandé au Secrétariat de fournir plus d'informations sur la stratégie populaire et sur la manière dont elle

- serait informée par les engagements du plan d'action de la direction. Cela était particulièrement important étant donné la nécessité de rétablir la confiance du personnel dans les structures et les processus de traitement des comportements abusifs, ont-ils expliqué.
159. En se félicitant de l'utilisation de centres d'évaluation pour les directeurs de pays, les intervenants ont demandé s'il était prévu d'utiliser de telles approches pour d'autres postes de direction également. Ils ont dit espérer que l'outil de feedback à 360 degrés serait déployé à tous les niveaux de l'organisation.
 160. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que le Secrétariat n'a pas présenté de rapport statistique annuel sur les ressources humaines. Le Secrétariat a été invité à fournir des informations complètes sur les ressources humaines dans un souci de transparence. Notant la valeur du document de conférence « People of UNAIDS », les intervenants ont demandé que la qualité et le contenu équivalents soient maintenus dans le cadre du rapport annuel sur les ressources humaines, y compris une présentation complète et inclusive des statistiques sur les ressources humaines. Ces informations ont été très appréciées, ont-ils dit.
 161. Les membres demandent à nouveau une liste des postes nommés au cours de l'année écoulée. Ils ont également demandé davantage d'informations sur les programmes de renforcement des capacités des directeurs de l'ONUSIDA dans les pays et sur les efforts visant à renforcer la collaboration avec le système des coordonnateurs résidents des Nations unies, compte tenu de la nécessité de pourvoir d'urgence les postes vacants dans les pays.
 162. En réponse, Mme Holmes a reconnu qu'il s'agissait d'une période difficile, et a déclaré que le personnel était régulièrement informé du processus d'alignement par le biais de réunions et de conversations individuelles, que le soutien au bien-être du personnel avait été renforcé, et que des cours et un soutien étaient proposés pour aider le personnel à se préparer à des changements de carrière. La stratégie populaire est presque terminée, a-t-elle ajouté.
 163. Faisant référence au centre d'évaluation des directeurs de pays de l'ONUSIDA, elle a déclaré que l'objectif était de procéder également à des évaluations d'autres postes de directeurs et que le système de retour d'information à 360 degrés serait étendu. Elle a assuré le CCP que le Secrétariat s'engageait à faire en sorte que le personnel comprenne ce qui constitue un abus, une intimidation ou un harcèlement, sache comment signaler de tels comportements et puisse le faire sans crainte de représailles. La transformation de la culture se déroule bien, a déclaré Mme Holmes. Des chartes de valeurs ont été élaborées dans certains bureaux, des discussions sur le racisme ont eu lieu et la mise en œuvre du plan d'action en faveur de l'égalité des sexes se poursuit. Des mesures ont été prises pour rendre l'organisation plus inclusive pour les personnes handicapées.
 164. Elle a noté des questions sur le nombre de postes nommés au cours de l'année écoulée et a déclaré qu'elle appréciait le souhait d'un rapport annuel partageant les statistiques de gestion des ressources humaines. Cependant, il était difficile de décrire la composition de la main-d'œuvre à ce stade du processus d'alignement. Ces données seront partagées à nouveau l'année prochaine.
 165. L'alignement s'est déroulé comme prévu, a-t-elle déclaré au CCP. Les postes vacants sont en train d'être pourvus, après quoi de nouveaux postes seront pourvus et des solutions seront recherchées pour le personnel qui ne trouve pas de poste approprié. Les dispositions relatives à la flexibilité du travail seront maintenues et pourraient également être développées. L'ensemble du processus

impliquait le transfert de nombreux membres du personnel vers de nouveaux postes et bureaux, et marquait une période de transition.

166. M. Martineau a déclaré que les enquêtes par sondage montraient que l'alignement, les lourdes charges de travail et la COVID-19 mettaient le personnel à rude épreuve. Faisant référence aux récents rapports des médias sur la gestion des cas de harcèlement par l'ONUSIDA, il a attiré l'attention de la réunion sur un communiqué de presse officiel qui résume les mesures prises. Il a reconnu qu'il existait une disparité entre la connaissance des processus par le personnel et l'utilisation de ces processus. Le nouveau protocole d'accord avec le Service d'évaluation et d'audit (IOS) de l'OMS devait permettre une résolution plus rapide de ces cas.
167. Il a souligné que le changement de culture était très important pour le Secrétariat et qu'un plan clair était en place pour faire avancer ce processus. Tout en reconnaissant que l'alignement comportait un risque important pour l'organisation, il a déclaré que la direction générale avait été honnête et transparente avec le personnel tout au long du processus. En conclusion, il a dit qu'il prenait acte des remarques de l'assemblée sur l'importance du travail de l'Association du personnel.

7. Déclaration du représentant de l'Association du personnel de l'ONUSIDA (USSA)

168. Krittayawan (*Tina*) Boonto, présidente de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA (USSA), a présenté la déclaration. Elle a commencé par remercier l'Allemagne et le Royaume-Uni d'avoir augmenté leurs promesses de financement, et par remercier les membres du CCP et les coparrainants d'avoir reconnu le dur travail du personnel et de s'être engagés à combler le déficit de financement de l'ONUSIDA.
169. La restructuration organisationnelle implique par définition un changement, a déclaré Mme Boonto, mais elle craignait que cela ne déstabilise également l'organisation à un moment crucial. Le personnel restant devait déjà combler les lacunes et les cas d'épuisement professionnel, de charge de travail excessive et de stress se multipliaient. L'Association du personnel a observé une augmentation de l'absentéisme, et les renvois aux services médicaux et de médiation ont triplé par rapport à 2020. Le personnel a signalé qu'ils « avaient du mal » et « n'allaient pas bien », a-t-elle déclaré au CCP. L'USSA continue d'appeler à la mise en place de systèmes de gestion de la charge de travail, à une évaluation correcte des besoins du personnel en matière de santé mentale et à la mise en place de mécanismes de soutien appropriés pour prévenir l'anxiété et le stress liés au travail, a-t-elle déclaré au CCP.
170. Les recommandations du personnel pour l'allocation des ressources humaines et la réalisation d'économies comme alternatives à la suppression de postes n'ont pas été suffisamment prises en compte dans le processus d'alignement, a-t-elle poursuivi. Le personnel avait demandé une justification plus claire de la réduction des effectifs et des processus clairs et transparents pour la réaffectation du personnel ou la suppression des postes. De nombreux membres du personnel ont estimé avoir reçu des informations et des justifications insuffisantes pour les décisions de relocalisation et de suppression de postes. Entre-temps, l'Association du personnel a reçu des informations selon lesquelles les coûts d'embauche de consultants pour l'exécution des tâches de l'ONUSIDA ont augmenté de manière significative entre 2021 et 2022, a déclaré Mme Boonto. L'Association du personnel s'est félicitée des mesures d'économie annoncées par

la direction et a espéré que ces interventions, ainsi que des financements supplémentaires, empêcheront une nouvelle réduction des effectifs de l'ONUSIDA.

171. Mme Boonto a déclaré que les préoccupations soulevées par les membres du CCP reflétaient celles du personnel, qui avait demandé davantage d'informations sur la manière dont l'alignement rendrait l'ONUSIDA plus adapté à ses objectifs et comment il parviendrait à faire plus avec moins. Elle a fait part des commentaires des membres du personnel, dont l'un a rappelé qu'il avait vécu trois processus de restructuration, mais que celui-ci avait été le plus long et le plus douloureux, compliqué et déstabilisant jusqu'à présent. Le personnel a déclaré qu'il ne se sentait pas responsabilisé, égal ou en sécurité face aux décisions prises par la direction, a déclaré Mme Boonto lors de la réunion.
172. Les mesures prises pour soutenir le personnel ne sont pas suffisantes, a-t-elle déclaré. L'Association du personnel s'est félicitée de la nouvelle politique de prévention du harcèlement et des efforts déployés pour informer le personnel sur les voies de signalement et les moyens d'obtenir un soutien. Toutefois, les enquêtes ont montré que seul un membre du personnel sur quatre ayant été victime de harcèlement l'a effectivement signalé, en grande partie parce qu'il pensait que rien ne serait fait ou par crainte de représailles. La restructuration a renforcé l'insécurité et la peur. L'USSA a vivement encouragé les actions visant à garantir la sécurité psychologique du personnel et à lui permettre de s'exprimer sans crainte de représailles ou de reproches. Mme Boonto a déclaré que l'Association du personnel se félicitait de la nomination de la conseillère en éthique et se réjouissait de la collaboration continue avec elle, l'équipe de transformation de la culture, le département de gestion du personnel, le médiateur et les conseillers juridiques pour aider le personnel à accéder à un soutien.
173. Elle a déclaré que l'Association du personnel avait observé une tendance croissante de l'encadrement supérieur à publier de nouvelles politiques sans consultation significative des représentants du personnel. L'USSA a rencontré la Directrice exécutive et le cabinet à la fin du mois de mai afin d'explorer les moyens d'améliorer la consultation, la communication et la collaboration, a-t-il été dit à l'assemblée. Il s'est félicité de la volonté de la Directrice exécutive d'établir une relation de collaboration avec l'USSA en tant que représentants du personnel du Secrétariat.
174. L'Association du personnel a formulé une série de recommandations. Le recrutement externe devrait être interrompu pendant l'exercice d'alignement et la priorité devrait être donnée au personnel interne affecté par la suppression des postes. En outre, tous les postes vacants devraient être inclus dans le recueil d'alignement. La nouvelle politique de recrutement devrait être révisée afin d'offrir des opportunités équitables à l'ensemble du personnel interne de concourir pour les postes vacants et les nominations directes, et les processus de recrutement sans concours devraient être limités à des circonstances vraiment exceptionnelles, a déclaré Mme Boonto. La politique de mobilité devrait également être finalisée et des incitations à la mobilité devraient être proposées aux membres du personnel qui doivent rester en poste au-delà de leur mandat initial.
175. En conclusion, elle a déclaré que l'Association du personnel appréciait le soutien du CCP pour le bien-être du personnel qui a toujours travaillé avec passion, dévouement et flexibilité et qui continuera à le faire.
176. Prenant la parole, les membres ont félicité l'Association du personnel pour sa

- déclaration détaillée et claire. Ils ont remercié le personnel pour son engagement, sa flexibilité et son travail acharné. Ils ont rappelé à l'assemblée une recommandation du Corps commun d'inspection (CCI) de 2019 concernant la présentation régulière de rapports du personnel au CCP en tant que composante importante de la surveillance.
177. Les membres ont fait part de leurs préoccupations concernant les tensions permanentes entre le personnel et la direction, ainsi que le pourcentage élevé de personnel épuisé et surmené. Tout en appréciant les mesures prises depuis 2020, ils ont dit craindre que la situation ne s'aggrave en raison de la restructuration et des difficultés financières.
 178. Les membres ont noté avec inquiétude que seuls 36 % des membres du personnel pensaient que l'organisation serait plus adaptée à ses objectifs grâce à l'alignement et que seuls 51 % étaient d'accord pour dire que le processus était transparent et que leurs contributions étaient prises en compte. Ils ont demandé une transparence et une communication continues sur le processus d'alignement et ont encouragé la direction à travailler avec le personnel pour conserver les talents et les compétences et protéger le bien-être et la sécurité du personnel. Ils ont demandé la poursuite des réunions entre la Directrice exécutive, le cabinet et le comité exécutif nouvellement nommé de l'Association du personnel afin d'améliorer les relations et de concevoir des solutions innovantes pour soutenir le personnel. Les membres ont déclaré que la direction de l'ONUSIDA devait s'acquitter de ses fonctions de manière transparente et impartiale.
 179. Faisant référence aux préoccupations de l'Association du personnel concernant les coûts potentiels de l'alignement pour la continuité des activités, le bien-être du personnel et la sécurité de l'emploi, les membres ont souligné l'importance d'une analyse risques-avantages. Ils ont demandé des informations sur un tel processus et sur le moment où les résultats d'une telle analyse pourraient être partagés. Ils se sont également inquiétés du fait que les embauches et les recrutements se sont poursuivis pendant le processus malgré un gel officiel, et ils ont demandé des informations plus précises concernant le nombre de nominations de cadres supérieurs effectuées l'année précédente.
 180. Les membres reconnaissent le travail effectué pour soutenir le bien-être et la santé mentale du personnel, mais demandent instamment que la santé mentale, le soutien psychosocial et le soutien au bien-être sur le lieu de travail pour le personnel soient encore renforcés. Ils ont demandé quelles nouvelles mesures étaient prises pour répondre aux préoccupations soulevées. Il convient également d'accorder une plus grande attention aux conditions de travail, notamment au temps de travail, à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, à la planification et à la définition des priorités.
 181. La nécessité d'une tolérance zéro pour tout abus de pouvoir, intimidation et harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, a été fortement affirmée. Les membres ont déclaré qu'ils appréciaient les progrès réalisés en vue de créer un environnement de travail respectueux et ont salué la finalisation de nouvelles politiques et procédures en matière de discrimination, de harcèlement sexuel et d'abus de pouvoir. Toutefois, ils sont préoccupés par le fait que seuls 26 % des membres du personnel ont déclaré qu'ils signaleraient un comportement abusif s'il se produisait. Il est important de rétablir la confiance dans la dénonciation des abus et du harcèlement, ont-ils souligné, et ils ont demandé au Secrétariat d'explorer d'autres moyens de protéger la santé et le bien-être du personnel, notamment aux niveaux national et régional, et de renforcer la confiance du personnel dans les mécanismes de justice interne. Il a été demandé au

Secrétariat comment il allait intégrer et utiliser l'examen effectué par l'OMS sur l'efficacité des mécanismes de justice interne. Des préoccupations concernant l'accès à l'assurance maladie du personnel ont également été soulevées.

182. Les membres ont déclaré qu'ils espéraient que l'Association du personnel et la direction générale trouveraient un terrain d'entente sur la manière de procéder aux changements nécessaires, d'améliorer le moral et la confiance du personnel et de régler les problèmes et les conflits en matière de justice. Ils se sont félicités de la révision envisagée de l'accord de coopération entre le personnel et la direction afin de garantir un engagement continu et significatif du personnel dans toutes les politiques et décisions qui affectent ses conditions de travail et son bien-être. Ils ont demandé instamment au Secrétariat de prendre en considération les recommandations formulées dans le rapport de l'Association du personnel.
183. Mme Boonto a remercié l'assemblée pour ses commentaires favorables. Répondant à une question sur les mesures immédiates à prendre, elle a demandé la réalisation d'une enquête rigoureuse afin de déterminer avec précision l'étendue des besoins du personnel et le soutien dont il a besoin. Cela permettrait d'adapter les mesures correctives de manière plus efficace. En ce qui concerne les questions de confiance, elle a déclaré que les gens ne parleraient pas s'ils craignaient les conséquences d'un tel geste. Il a fallu du temps pour reconstruire une telle confiance. Elle a appelé la direction à être un modèle et à adopter un ton qui rassure le personnel.
184. M. Martineau a déclaré que la direction générale prévoyait de renforcer et aussi de décentraliser le soutien à la santé mentale et au bien-être. Il espère que le programme « Respect » et le processus de transformation de la culture commenceront à répondre à la crainte du personnel de subir des représailles. Le bureau d'éthique indépendant et la relation réformée avec l'IOS de l'OMS devraient également être utiles, a-t-il ajouté.
185. Il a rappelé à l'assemblée que la réorientation était motivée par cinq objectifs fondamentaux. Si certaines décisions ont été motivées par des questions de financement et de coûts, l'objectif global était de rapprocher le personnel des personnes avec lesquelles l'ONUSIDA travaille et sert. Énumérant plusieurs domaines d'étroite collaboration et des réunions régulières entre la direction générale et l'association du personnel, il a déclaré que les relations étaient généralement bonnes.
186. Répondant à une question sur les recrutements en cours, M. Martineau a déclaré que 28 postes avaient été publiés au cours des 12 derniers mois, dont 21 pour des postes de niveau national et 7 pour des postes internationaux. Il s'agissait de postes de direction essentiels pour des domaines de travail vitaux et ils étaient ouverts à la fois aux candidats externes et au personnel.

8. Rapports de contrôle indépendant de l'organisation et réponse de la direction

187. Krishnajaru Subramaniam, le Commissaire aux comptes, a présenté son rapport. Il a renvoyé l'assemblée aux recommandations précédentes, que la direction a toutes acceptées et auxquelles elle a donné suite de manière appropriée. Une opinion d'audit sans réserve a été émise, indiquant que les états financiers étaient conformes aux normes comptables IPSAS et qu'ils étaient présentés fidèlement. Sur les 13 recommandations en suspens, 5 ont été mises en œuvre, 4 sont en cours de mise en œuvre et 4 ont été intégrées dans les nouvelles recommandations, a-t-il précisé.

188. En ce qui concerne la situation financière de l'ONUSIDA, il a noté que le déficit avait augmenté de 13 %, principalement en raison d'une réduction des recettes et d'une augmentation des dépenses, notamment une hausse significative des dépenses liées aux services contractuels. Il y a également eu une augmentation du transfert de subventions à des contreparties. Les engagements à long terme envers le personnel ont diminué de 14 %, principalement en raison de l'évaluation actuarielle des engagements en matière de santé après la cessation de service. La position de liquidité est assez forte, a-t-il dit.
189. En ce qui concerne les rapports de l'UBRAF, le commissaire aux comptes a constaté que, pour les 20 indicateurs de résultats clés (dans l'UBRAF 2016-2021), un grand nombre de réalisations n'avaient pas été évaluées et que les rapports de performance étaient donc incomplets. Cinq indicateurs évaluant la performance du Secrétariat n'ont pas non plus été rapportés dans le rapport de suivi de la performance au CCP. Étant donné qu'un système de mesure des performances a été adopté, a déclaré M. Subramaniam, les performances devraient être mesurées autant que possible en fonction des indicateurs indiqués.
190. En ce qui concerne la mise en œuvre de l'UBRAF 2016-2021, les jalons atteints pour 2017 et 2019 ont été évalués, a expliqué M. Subramaniam. En 2017, les jalons de neuf des 13 résultats n'avaient pas été atteints ; en 2019, 10 des 18 résultats n'avaient pas été atteints.
191. Rappelant à la réunion qu'une enquête en temps utile et une action rapide sur les allégations constituent une forte dissuasion. M. Subramaniam a recommandé de fixer des délais pour le traitement des cas portés devant le Bureau d'éthique.
192. Lors de l'évaluation des accords de financement des programmes, il a noté que l'ONUSIDA n'avait pas encore adopté de cadre pour les arrangements avec les acteurs non étatiques tels que les ONG et les donateurs privés (comme l'a fait l'OMS), et a vivement recommandé à l'ONUSIDA de le faire dès que possible. Certaines lacunes ont été constatées dans la fourniture d'activités d'assurance qui sont menées à la fin des projets ou des programmes afin de vérifier la réalisation et la conformité, a-t-il déclaré. Il est nécessaire de clarifier la manière dont les activités d'assurance doivent être menées, peut-être par le biais d'une sorte de procédure opérationnelle standard.
193. Le Commissaire aux comptes a noté avec approbation que l'ONUSIDA avait commencé à rendre compte de l'état du fonds de réserve opérationnel, ce qu'il est tenu de faire chaque année au CCP. En conclusion, il a remercié l'ONUSIDA pour sa coopération.
194. David Webb, l'auditeur interne, a présenté son rapport. Il a déclaré que l'IOS de l'OMS fournissait des services de surveillance à l'ONUSIDA conformément à un protocole d'accord, qui a été révisé récemment. Le nouveau protocole d'accord introduisait des délais de service et avait été élargi pour inclure la fourniture de services d'enquête ad hoc, tandis que les services d'audit étaient couverts par un poste équivalent temps plein au sein d'IOS. L'ONUSIDA a également bénéficié de synergies liées à des travaux d'audit récurrents sur des systèmes et des processus communs, a expliqué M. Webb.
195. En ce qui concerne les services d'audit interne, il a déclaré que les ressources d'audit étaient concentrées sur les domaines présentant les risques les plus élevés et a fourni des informations complémentaires sur la prestation de ces services. La COVID-19 a forcé l'IOS à adapter ses méthodes de travail, les restrictions de voyage exigeant que les visites de pays soient remplacées par des examens sur dossier, a-t-il déclaré à l'assemblée. Aucune limitation n'a été

- imposée au travail de l'IOS, mais la vérification physique des actifs et des mesures de sécurité dans les bureaux nationaux n'a toutefois pas été possible.
196. Un système d'évaluation à quatre niveaux a été utilisé, a expliqué M. Webb. En 2021, un audit a été jugé satisfaisant, trois partiellement satisfaisants avec quelques améliorations requises, et un (le bureau de pays en Ouganda) partiellement satisfaisant avec des améliorations majeures requises. En 2020, les quatre audits avaient été jugés partiellement satisfaisants, certaines améliorations étant nécessaires. Il y a eu une légère augmentation du nombre de contrôles inefficaces présentant un niveau de risque résiduel plus élevé (bien qu'il y ait également eu une augmentation du nombre de contrôles testés). Dans le même temps, une amélioration de l'efficacité globale des contrôles avait été constatée (de 68 % à 70 %, et bien mieux que les 50 % de 2019). Les résultats étaient conformes aux conclusions pour les bureaux de pays de l'OMS en 2021.
 197. S'agissant de la mise en œuvre des recommandations, M. Webb a déclaré que six audits avaient été clôturés. Il restait 25 recommandations ouvertes ou en retard, ce qui représente une légère augmentation. Il a noté plusieurs problèmes récurrents et a suggéré que l'ONUSIDA adopte une approche plus holistique pour les résoudre.
 198. En ce qui concerne les enquêtes, l'IOS gère la ligne d'assistance téléphonique sur l'intégrité, a déclaré M. Webb au CCP. Les rapports concernant l'ONUSIDA sont envoyés au bureau d'éthique de l'ONUSIDA et sont ensuite transmis à IOS pour suivi, a-t-il expliqué. En 2021, il y a eu 12 nouveaux rapports de préoccupations concernant le personnel et les ressources, un nombre stable par rapport à 2020. Il n'y a eu aucun rapport de harcèlement sexuel. Des réunions périodiques ont été organisées avec le département des ressources humaines et l'équipe juridique de l'ONUSIDA pour examiner l'avancement des dossiers en cours. L'IOS a également rencontré le nouveau Comité consultatif indépendant pour le contrôle externe et se réjouit de poursuivre l'interaction avec ce comité, a-t-il ajouté.
 199. Kara Nottingham, Chef du Bureau indépendant d'éthique de l'ONUSIDA, a présenté le rapport de son Bureau. Elle a déclaré que son recrutement avait été effectué conformément aux recommandations du CCI et que le nouveau bureau était distinct et indépendant de la direction. Presque toutes les recommandations du CCI visant à garantir l'indépendance ont été mises en œuvre. La seule recommandation en suspens concernait le soutien et les ressources d'appoint pour le Bureau.
 200. Au cours de la période de référence 2021, il y a eu une diminution des services de conseil confidentiels fournis par le Bureau d'éthique (75 contre 124 en 2020), a déclaré Mme Nottingham au CCP. La ligne d'assistance téléphonique sur l'intégrité était toujours en service et il n'y avait pas eu de demande officielle de protection contre les représailles. Une nouvelle politique de l'OMS sur la prévention et la prise en charge de l'exploitation et des abus sexuels a été adoptée, autorisant le signalement anonyme, et le nombre de personnes pouvant bénéficier du programme de déclaration d'intérêt a augmenté (440 personnes, avec un taux d'achèvement de 96 %). La cohérence des politiques est favorisée par la participation à l'équipe de travail sur l'alignement, a-t-elle ajouté.
 201. En ce qui concerne les recommandations de l'audit, Mme Nottingham a déclaré que les procédures opérationnelles standard avaient été mises à jour en mai 2022 afin d'inclure des délais cibles pour toutes les demandes d'avis reçues par le Bureau d'éthique. Le Bureau s'est engagé à collaborer étroitement avec l'IOS de

- l'OMS. Les futurs rapports comprendront un compte-rendu plus détaillé des allégations liées à la conduite. En outre, une enquête indépendante visant à évaluer la satisfaction du personnel à l'égard des services du Bureau d'éthique sera menée au cours du deuxième trimestre de 2023.
202. Les priorités du Bureau sont les suivantes : garantir les normes de conduite les plus élevées et donner la priorité aux allégations d'inconduite sexuelle ; promouvoir les initiatives d'inclusion et de lutte contre le racisme ; garantir la protection contre les représailles et accroître la confiance du personnel dans ces mécanismes ; rationaliser les procédures pour accroître l'efficacité ; instaurer une culture éthique ; et renforcer la collaboration avec l'IOS de l'OMS.
 203. Bushra Malik, Présidente du Comité consultatif externe indépendant de surveillance (IEOAC), créé en février 2022, a présenté le premier rapport de l'IEOAC au CCP. Elle a décrit le mandat du Comité, qui était axé sur le renforcement de la responsabilisation et de la surveillance au sein de l'ONUSIDA. Elle a rappelé que le CCP avait décidé de mettre en place l'IEOAC lors de sa 47e réunion, en réponse à une recommandation formelle du CCI. Après avoir énuméré les sept membres du comité, elle a décrit le travail de l'IEOAC à ce jour (qui comprend trois réunions et une séance d'initiation) et ses priorités à venir.
 204. En ce qui concerne le rapport de l'auditeur externe, Mme Malik a déclaré que le comité a accueilli favorablement l'opinion sans réserve, mais a noté des préoccupations concernant l'impact de l'alignement organisationnel, qui peut présenter un risque pour l'organisation. La commission est impatiente d'entendre comment ce risque sera géré, a-t-elle dit. Il a également noté que la période 2016-2021 de l'UBRAF aurait été une occasion idéale pour un examen complet.
 205. En ce qui concerne le rapport de l'auditeur interne, elle a déclaré que la commission avait noté la nécessité pour la direction de suivre rapidement les recommandations de l'audit interne en suspens depuis longtemps. Il s'est félicité du nouveau protocole d'accord avec l'IOS, attend avec impatience sa mise en œuvre et a suggéré que le titre du rapport soit modifié en « Rapport sur les travaux de l'Office des services de contrôle interne » afin de refléter la portée complète des travaux de l'auditeur interne (y compris les enquêtes). De même, les rapports annuels de l'auditeur interne doivent inclure des statistiques sur les enquêtes et des informations sur les performances par rapport au protocole d'accord. Le comité a recommandé que les résumés des rapports des auditeurs internes soient affichés publiquement après la conclusion de chaque audit. Les rapports annuels doivent également inclure une déclaration sur toute limitation de la portée de l'audit, ainsi que des informations sur les activités transversales de l'OMS qui couvrent les activités de l'ONUSIDA.
 206. Le Comité a recommandé à la haute direction de l'ONUSIDA de s'attaquer aux problèmes de capacité du Bureau d'éthique et de veiller à ce qu'il dispose des ressources adéquates pour remplir ses fonctions. Il a également recommandé au Bureau de réaliser une enquête pour évaluer la satisfaction et le confort du personnel à l'égard des services fournis.
 207. Concernant les rapports financiers soumis à la 50e réunion du CCP, le comité a pris note du déficit de financement prévu pour 2022. Il a apprécié l'environnement de financement difficile, mais a noté la nécessité d'un financement durable afin que l'ONUSIDA dispose de suffisamment de capacités pour remplir sa mission.
 208. M. Farhat a présenté la réponse de la direction de l'ONUSIDA aux cinq rapports. Concernant l'audit interne, il a déclaré que le Secrétariat avait réduit le nombre total de recommandations en suspens. Malgré les contraintes, l'efficacité globale

- des contrôles individuels avait augmenté à 70 %, contre 50 % en 2019. Le nombre de recommandations d'audit en suspens a également diminué. Entre mai 2021 et avril 2022, l'IOS a émis 85 nouvelles recommandations d'audit et en a clôturé 101, ce qui donne un solde de 183 recommandations. Le taux de clôture était de 69 % en avril 2022, contre 72 % en mai 2021.
209. En ce qui concerne les problèmes récurrents, M. Farhat a déclaré que la direction prenait des mesures pour renforcer la gestion des risques, les procédures de passation de marchés, les activités d'assurance et les déclarations d'intérêt. Il a énuméré les principales actions entreprises, ainsi que les actions futures. La gestion des risques serait améliorée grâce à une formation de remise à niveau et à une intégration complète avec le nouveau système de planification des ressources de l'entreprise (ERP). En ce qui concerne les achats, il a déclaré que la direction de l'ONUSIDA ajouterait une formation ciblée sur les contrôles internes ainsi que des indicateurs de conformité dans les évaluations de performance. Les procédures de passation de marchés seraient adaptées afin que seul le personnel responsable soit impliqué dans les décisions de passation de marchés. Les activités d'assurance pour les accords de financement de programmes seraient renforcées par de nouvelles procédures opérationnelles standard.
 210. L'IOS a reçu à peu près le même nombre de rapports de préoccupation en 2021 et 2020 (12 et 11, respectivement), dont 8 étaient liés à une éventuelle fraude, a déclaré M. Farhat au CCP. Le seul cas déjà clos s'est avéré non fondé. Un protocole d'accord avec l'IOS a également été finalisé.
 211. L'audit externe avait émis une opinion d'audit non modifiée et 7 recommandations relatives aux rapports de performance de l'UBRAF, à l'éthique, aux accords non commerciaux, aux actifs et au fonds de réserve opérationnelle. M. Farhat a brièvement énuméré les problèmes et indiqué les actions prises ou prévues pour chacun d'eux. En résumé, il a déclaré que la direction était d'accord en principe avec les recommandations et avait déjà commencé à prendre les mesures requises.
 212. En ce qui concerne les accords non commerciaux, il a déclaré au CCP que les contrôles de conformité avaient été renforcés et que la réglementation des soldes non dépensés serait encore renforcée. La divulgation des résumés des rapports d'audit interne serait étudiée. Concernant les accords avec les acteurs non étatiques (FENSA ou Framework for Engagement with Non-State Actors), la direction a accepté d'examiner le mécanisme, d'identifier les pratiques pertinentes et de les adapter pour qu'elles soient compatibles avec le travail de l'ONUSIDA. En ce qui concerne le fonds de réserve opérationnel, les détails ont été présentés au Conseil lors de la session de la veille, a déclaré M. Farhat.
 213. Sur les 13 recommandations précédentes de l'audit externe (en date de décembre 2021), 5 avaient été mises en œuvre, 4 avaient été remplacées par de nouvelles recommandations et 4 étaient en cours de mise en œuvre. Il a ensuite détaillé les réponses et les actions de l'ONUSIDA concernant les rapports sur les indicateurs de performance, le bureau de pays du Myanmar, la cohérence des données nationales et les évaluations des performances des contractants.
 214. En ce qui concerne le Bureau d'éthique, il a déclaré que la direction reconnaissait les services fournis, notait la diminution des demandes de conseils et reconnaissait les mesures prises pour assurer des normes de conduite élevées. Il a également approuvé le renforcement des effectifs du Bureau d'éthique.
 215. Il a ensuite passé en revue les actions en relation avec les observations de

l'IEOAC. Il a déclaré que la direction de l'ONUSIDA partageait les préoccupations du comité concernant la situation financière et qu'elle introduirait des mesures d'économie. Il a pris note des préoccupations concernant l'impact potentiel de l'alignement sur le travail de l'ONUSIDA et a soutenu les recommandations visant à renforcer le Bureau de l'éthique et à mener une enquête pour évaluer la satisfaction du personnel à l'égard des services du Bureau. Elle s'est également engagée à clore rapidement les recommandations d'audit interne en suspens depuis longtemps et à coordonner avec IOS l'inclusion de délais pour les enquêtes sur les cas et l'inclusion d'informations sur les audits transversaux de l'OMS qui concernent les activités de l'ONUSIDA. La faisabilité de la divulgation publique des résumés des rapports d'audit interne sera étudiée.

216. Prenant la parole, les membres ont remercié les présentateurs pour leurs rapports, en particulier celui du nouveau IEOAC. Il a été suggéré que l'IEOAC continue à faire un rapport annuel au CCP, avec des mises à jour semestrielles au Bureau du CCP. La bonne gouvernance inclut la soumission en temps voulu des rapports au CCP, ont-ils ajouté. Ils se sont félicités du partage des bonnes pratiques, qui devraient être mises en œuvre dans toute l'organisation, et ils ont accueilli favorablement le nouveau protocole d'accord avec l'IOS.
217. Plusieurs développements encourageants (notamment les initiatives en matière d'antiracisme et de diversité, les cours sur l'éthique et d'autres formations) ont été notés. Les députés ont apprécié le travail du bureau d'éthique et se sont félicités de la transparence supplémentaire qu'il apporte grâce à l'ajout de rapports statistiques. Ils ont exhorté le Secrétariat à veiller à ce que le Bureau d'éthique dispose de ressources suffisantes pour remplir ses fonctions. Ils ont également salué les efforts déployés pour renforcer la crédibilité et l'utilité des rapports de suivi et les travaux en cours pour améliorer la capacité et la qualité des évaluations. Ils ont soutenu l'engagement de la direction de l'ONUSIDA à travailler en étroite collaboration avec les bureaux des Coparrainants, à rester un membre actif du Groupe d'évaluation des Nations Unies et à partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés.
218. Les membres ont réitéré leur attente que l'ONUSIDA mette en œuvre les recommandations des auditeurs internes et externes et de l'IEOAC dès que possible et qu'il accélère la résolution des recommandations d'audit en suspens depuis longtemps. Une mise à jour des mesures prises pour donner suite aux recommandations du CCI serait également la bienvenue, ont-ils ajouté.
219. Les membres ont souligné plusieurs problèmes récurrents, tels que le non-respect des règles de passation des marchés. Tout en prenant note de la conclusion du Commissaire aux comptes selon laquelle les transactions financières échantillonnées étaient conformes au règlement financier de l'OMS, les membres ont souligné la nécessité de traiter les risques identifiés dans les différents rapports. Ils ont apprécié les mesures prises pour renforcer davantage les contrôles internes, mais ont noté qu'une réglementation stricte des activités financières dans l'ensemble de l'organisation était cruciale pour garantir la confiance des donateurs. Ils ont appelé à une action immédiate sur les questions soulevées ; l'éventuelle mauvaise gestion des fonds et des actifs était un problème grave et nécessitait une action urgente.
220. Il y a eu un soutien pour une approche plus holistique afin de réaliser des améliorations. Notant que l'auditeur externe avait constaté que certains indicateurs relatifs à l'UBRAF n'étaient pas rapportés de manière adéquate, les membres ont dit espérer que la nouvelle matrice d'indicateurs résoudrait ces problèmes. Il a été demandé au Secrétariat de fournir aux membres du CCP

toutes les informations pertinentes concernant les questions administratives et budgétaires ; un rapport décrivant les mesures prises par rapport à toutes les recommandations serait le bienvenu. Un membre a suggéré que les rapports des organes de contrôle soient considérés comme des points distincts de l'ordre du jour plutôt que d'être regroupés comme dans la session actuelle.

221. Les membres ont demandé si le nombre de plaintes formelles déposées pouvait refléter la réticence du personnel à signaler des cas, notamment dans le contexte de l'alignement. Ils ont demandé quelles étaient les mesures en place pour protéger le personnel contre les représailles et ont déclaré qu'il était important de disposer d'espaces sûrs et d'opportunités pour que les gens puissent s'exprimer et que les plaintes devaient être résolues rapidement et de manière adéquate. Il devrait y avoir une tolérance zéro pour l'inaction, l'action tardive ou le licenciement sans enquête des plaintes pour mauvaise conduite, a-t-il été dit à la réunion. Les membres ont demandé que la catégorie « autres cas, y compris les cas d'inconduite » soit ventilée et qu'une sous-catégorie d'inconduite sexuelle soit ajoutée. Ils ont également exhorté la direction de l'ONUSIDA à avoir un dialogue inclusif avec le personnel afin d'instaurer la confiance.
222. Les membres ont également pris note des préoccupations soulevées dans les rapports concernant l'impact potentiel de l'alignement, qui pourrait menacer le fonctionnement efficace de l'organisation. Les rapports présentés au CCP devraient se concentrer sur les mesures prises par le Secrétariat pour minimiser les risques liés à l'alignement, ont-ils déclaré. Les déclarations d'« appétit pour le risque », que d'autres entités des Nations unies fournissent régulièrement, pourraient être utiles.
223. On a insisté sur le fait que l'ONUSIDA devait disposer de capacités et de financements suffisants pour remplir sa mission et mettre en œuvre ses programmes de base. Le manque de financement a également menacé le travail des Coparrainants en réduisant le personnel et le temps de travail, ont noté les intervenants. Il était urgent d'agir pour éviter des pertes potentiellement irréversibles dans l'ensemble du Programme commun. Le Secrétariat avait besoin d'une stratégie de mobilisation des ressources qui lui permettrait de dépasser les déficits de financement récurrents. Les dialogues de financement habituels avec les partenaires habituels sont insuffisants, a-t-il été dit à la réunion. Ils ont appelé à une action urgente sur cette question importante en consultation avec le Bureau du CCP, les Coparrainants, les donateurs existants et nouveaux, et d'autres initiatives pertinentes. Les recommandations relatives à la mise en place d'une équipe de travail informelle et limitée dans le temps, chargée de formuler des recommandations par l'intermédiaire du Bureau du CCP sur la situation du financement de l'ONUSIDA, ont reçu un fort soutien.
224. En réponse, M. Subramaniam a remercié les participants pour leurs remarques. Il a noté que la direction de l'ONUSIDA avait accepté la plupart des recommandations et a déclaré qu'il travaillerait en étroite collaboration avec la direction pour la mise en œuvre des actions requises. En ce qui concerne le recouvrement des actifs, il a insisté sur la nécessité d'un enregistrement rapide et précis des actifs dès leur acquisition. M. Webb a remercié les délégués pour leur soutien et a déclaré que les points supplémentaires proposés seraient inclus dans les futurs rapports. Concernant l'établissement du plan de travail, il a assuré le CCP que cela avait été fait de manière indépendante. Abordant la question de l'amélioration de la conformité globale des contrôles, il a fait remarquer que de nombreux bureaux nationaux étaient de petite taille et qu'il pouvait être difficile d'introduire certains contrôles. Il était donc important d'avoir une supervision de la part des équipes de soutien régionales et du siège pour s'assurer que les

contrôles de conformité sont en place. Il a indiqué que son prochain rapport comprendrait une mise à jour de l'avancement des enquêtes sur les fautes professionnelles.

225. Mme Nottingham a remercié les intervenants pour leur soutien. Elle a pris note des préoccupations concernant les risques et a souligné l'importance de la formation pour la prévention de la fraude. En ce qui concerne les mesures de protection du personnel contre les représailles, elle a déclaré que cette question était traitée dans le cadre de la politique de l'OMS en matière de dénonciation et de protection contre les représailles et a décrit certaines des caractéristiques essentielles de cette politique. Elle a accepté les recommandations concernant la ventilation des données et s'est engagée à fournir des mises à jour supplémentaires sur les mesures prises pour renforcer la confiance du personnel.
226. Mme Malik, la présidente de l'IEOAC, a remercié les intervenants pour leur soutien et a déclaré que le comité tiendrait compte des suggestions faites.
227. M. Farhat, en réponse, a précisé que l'auditeur externe avait fait référence au rapport de performance 2020, et non à celui de 2021, qui comprenait un rapport sur les 38 indicateurs pour l'ensemble de la période 2016-2021. En ce qui concerne l'enregistrement des actifs, il a déclaré que cela ne concernait qu'un certain nombre de bureaux nationaux où les actifs n'avaient pas été enregistrés à temps. Il a ajouté que ces actifs ont un seuil de 5 000 dollars, mais le rapport de l'auditeur n'avait pas fait cette distinction.
228. L'ONUSIDA compte plus de 90 bureaux nationaux, a-t-il déclaré au CCP, dans lesquels il y a eu 7 ou 8 cas de fraude présumée. Il est important de disposer d'un bon système pour détecter ces cas, a-t-il déclaré. La gestion des risques sera un point majeur à examiner lors de la réunion de septembre/décembre et l'avis de l'IEOAC sera sollicité. Une évaluation de l'appétit pour le risque sera développée, bien que des mesures de gestion des risques soient déjà en place et que les risques potentiels soient évalués chaque année pour tous les départements, les principaux risques étant signalés dans la déclaration de contrôle interne du rapport financier.
229. L'ONUSIDA s'efforce de traiter rapidement toutes les recommandations, passées et actuelles, a-t-il assuré au CCP. Elle a mis en place une unité de conformité au sein du Secrétariat pour suivre, guider et aider les bureaux nationaux afin que les recommandations d'audit en suspens soient traitées rapidement. Sur les 19 recommandations émises, 14 ont été clôturées et les 5 restantes le seront dès que possible, a déclaré M. Farhat. Il a dit qu'il était d'accord avec les remarques concernant le partage des bonnes pratiques entre les bureaux ; cela sera fait. L'ONUSIDA examinera également le cadre de l'OMS pour l'engagement avec les acteurs non étatiques et s'inspirera des éléments qui lui conviennent, ainsi qu'à ses partenaires.
230. M. Martineau a déclaré que l'ONUSIDA était conscient des demandes de la résolution de l'ECOSOC 2021 concernant la limite du mandat et les attentes en matière de performance pour la fonction de directeur exécutif et qu'il était en contact avec le bureau du Secrétaire général. Il a remercié le commissaire aux comptes pour son travail et a félicité le comité de surveillance pour avoir accompli une grande quantité de travail dans une période très courte. Il a déclaré que la direction avait pris note de toutes les recommandations, demandes et suggestions et a assuré à l'assemblée qu'un soutien suffisant serait apporté au Bureau d'éthique.

9. 51e réunion du CCP

231. Le président, Anutin Charnvirakul, vice-premier ministre et ministre de la Santé publique de Thaïlande, a déclaré à la réunion que la Thaïlande, lors de la 49e réunion du CCP, avait invité le CCP à tenir sa 51e réunion en Thaïlande.
232. Morten Ussing, Directeur de la gouvernance à l'ONUSIDA, a déclaré qu'un document avait été préparé concernant les modalités de la tenue de la réunion en Thaïlande du 13 au 16 décembre 2022. Il a déclaré que la tenue de réunions du CCP en dehors de Genève avait déjà été réalisée auparavant, sur la base de certains critères décidés par le CCP lors d'une réunion précédente, notamment la rotation régionale, le coût global et le partage des coûts, l'expertise locale, les installations locales, l'absence de restrictions de voyage liées au VIH et la valeur ajoutée. Le Bureau du CCP a examiné l'invitation et a convenu qu'elle correspondait aux critères. Il a ensuite décrit certaines des valeurs ajoutées attendues de la tenue de la réunion en Thaïlande, notamment des visites sur le terrain concernant des travaux pour lesquels la Thaïlande est un leader mondial. Les dates proposées étaient celles d'une réunion hybride (13-16 décembre) ou d'une réunion en personne (13-15 décembre).
233. Il a présenté les implications financières des différents formats de réunions du CCP, allant d'une réunion virtuelle basée à Genève (149 000 dollars) à une réunion en personne en Thaïlande (496 000 dollars). Le gouvernement thaïlandais ayant accepté d'avancer la différence entre les deux estimations de coûts, l'organisation de la réunion en Thaïlande n'a pas eu d'implications financières supplémentaires pour l'ONUSIDA.
234. Prenant la parole, le représentant de la Thaïlande a assuré la réunion que son pays disposait des installations et des moyens nécessaires pour organiser la prochaine réunion du CCP en Thaïlande. Elle organisera des visites parallèles montrant comment un pays aux ressources limitées a réussi à mettre en place une réponse forte et efficace au VIH, en associant le gouvernement et les organisations non gouvernementales.
235. Le vice-président du CCP a remercié le gouvernement thaïlandais pour l'invitation et a soutenu l'acceptation de l'offre. Les membres ont déclaré que le Bureau du CCP et la Thaïlande avaient présenté des arguments convaincants. Ils ont remercié la Thaïlande pour l'invitation et ont déclaré qu'ils se réjouissaient de l'occasion qui leur était donnée de s'engager auprès des communautés et des organisations travaillant sur la réponse au VIH en Thaïlande.
236. Mme Byanyima, qui s'exprimait à distance, a déclaré aux participants que les pays et les communautés étaient confrontés à des crises qui s'aggravaient et qu'il était essentiel de s'unir pour que l'ONUSIDA puisse remplir son mandat. Elle a déclaré qu'elle était encouragée par les engagements exprimés par les membres pour combler le déficit de financement.
237. La Directrice exécutive a déclaré que l'ONUSIDA travaillait pour les personnes qui subissent les inégalités, la marginalisation, la stigmatisation et la discrimination. Elle soutiendrait la protection sociale universelle, utiliserait les données pour stimuler l'action, renforcerait les partenariats stratégiques solides avec la société civile, mettrait davantage l'accent sur la viabilité financière et un engagement plus fort avec les institutions financières internationales, et s'efforcerait de surmonter les inégalités.
238. L'alignement était un changement nécessaire pour l'organisation, a-t-elle dit, même s'il comportait des risques. Elle s'est engagée à poursuivre l'engagement et

la communication avec le personnel, ainsi qu'à faire appel à des compétences externes afin que l'organisation puisse être rentable et efficace. Elle continuera également à construire un lieu de travail sûr et responsabilisant. Elle et les cadres supérieurs ont la responsabilité personnelle d'être des modèles et de vivre selon des principes de leadership féministes, a déclaré Mme Byanyima.

239. En conclusion, elle a remercié l'assemblée de reconnaître le travail accompli pour renforcer la diversité, l'équité et l'inclusion. Tout sera fait pour construire une organisation forte, efficace et juste, a-t-elle assuré au CCP.

10. Volet thématique. Apprentissage positif : exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH et autonomiser les jeunes vivant avec le VIH

240. Le segment thématique était modéré par Irene Ogeta, du réseau ATHENA. Elle a déclaré que l'éducation à l'école et en dehors de l'école, était essentielle pour lutter contre les nombreuses inégalités qui favorisent la transmission du VIH et alimentent la stigmatisation. Il est possible de réduire la transmission du VIH ainsi que la stigmatisation et la discrimination liées au VIH en donnant aux jeunes des possibilités d'éducation et en veillant à ce que l'éducation qu'ils reçoivent soit responsabilisante et ne renforce pas les inégalités.
241. Une courte vidéo du Zimbabwe a été projetée, elle montre des jeunes vivant avec le VIH s'adressant à leurs enseignants et à leurs pairs pour expliquer comment la stigmatisation les affecte et appelle à l'inclusion et au soutien des jeunes vivant avec le VIH.
242. Le premier intervenant, David Moinina Sengeh, ministre de l'éducation de Sierra Leone, a déclaré que l'éducation était essentielle pour lutter contre des inégalités profondément ancrées. La Sierra Leone a introduit une politique d'éducation de qualité gratuite en 2018 et elle a consacré au moins 20 % du budget national à l'éducation depuis 2019, même pendant la pandémie de COVID-19, a-t-il déclaré au CCP. Une politique d'inclusion radicale permet aux apprenantes enceintes de retourner à l'école et d'achever leur scolarité et elle espère développer des politiques similaires pour garantir qu'aucun apprenant ne soit exclu de l'école.
243. M. Sengeh a déclaré que la Sierra Leone avait été le premier pays à adhérer à l'initiative Education Plus. Il a déjà atteint la parité entre les sexes dans les écoles en offrant des bourses aux filles et il a utilisé des stratégies créatives pour atteindre les apprenants non scolarisés (notamment l'apprentissage à distance via la radio communautaire). Avec le soutien de l'UNFPA, une stratégie nationale CSE a été lancée et un nouveau programme scolaire sera bientôt mis en œuvre. Les ministères de l'éducation et de la santé ont élaboré une politique de santé scolaire, qui comprend des services de santé sexuelle et génésique.
244. Une campagne de prévention des violences sexuelles et sexistes a été lancée et le président du pays a déclaré le viol comme une urgence de santé publique, a-t-il poursuivi. Des peines plus sévères pour les délinquants ont été introduites. Faisant référence au Manifeste de Freetown, qui engageait les gouvernements africains à rechercher l'égalité des sexes par le biais de l'éducation, M. Sengeh a déclaré que l'éducation plus était un moyen de promouvoir un changement durable.
245. Yana Panfilova, de Teenergizer en Ukraine, a décrit l'expérience qu'elle a vécue en grandissant tout en vivant avec le VIH. Elle a déclaré qu'elle avait pensé que le VIH était le plus grand défi qu'elle aurait à relever, mais que cela avait changé

lorsque la guerre a éclaté dans son pays, la forçant à fuir avec toute une génération de ses amis. Se souvenant de ses années d'école, elle a déclaré que les enseignants ne savaient pas comment aborder la santé sexuelle et reproductive et le VIH. Une génération d'enfants vivant avec le VIH a vu sa scolarité perturbée par la stigmatisation et la discrimination. La société craignait encore les personnes vivant avec le VIH et des gens mouraient encore à cause de cette peur, a-t-elle dit.

246. Mme Panfilova a déclaré que Teenergizer était le plus grand réseau de jeunes vivant avec le VIH en Europe orientale, mais que la guerre en Ukraine bouleversait leur vie. De nombreux membres avaient disparu. Les jeunes auraient du mal à se remettre de la crise de santé mentale provoquée par la COVID-19 et la guerre.
247. Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA, a cité le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres : « Nous pouvons mettre fin au sida, mais seulement si nous agissons ensemble avec un objectif laser pour lutter contre les inégalités. » Elle a déclaré que le VIH touchait de manière disproportionnée les jeunes de 15 à 24 ans, qui représentent 16 % de la population mondiale, mais 27 % des nouvelles infections par le VIH. Les adolescentes et les jeunes femmes sont plus de deux fois plus susceptibles de contracter le VIH que leurs homologues masculins, a-t-elle déclaré. Six nouvelles infections sur sept chez les adolescents de 15 à 19 ans en Afrique subsaharienne concernaient des filles. L'éducation fait partie de la solution, a déclaré Mme Byanyima lors de la réunion. Il est prouvé que l'achèvement de l'enseignement secondaire réduit le risque d'infection par le VIH de près de 50 % pour les filles d'Afrique subsaharienne et que le CSE protège également les jeunes, tout comme les services de santé et de droits sexuels et génésiques, le soutien psychosocial et de santé mentale et la réduction des risques.
248. Education Plus vise à réduire le risque d'infection par le VIH chez les filles en Afrique subsaharienne, à les rendre autonomes et à aider les gouvernements à mettre en place les bonnes politiques, à réaliser les bons investissements et à garantir un enseignement secondaire gratuit pour tous, ainsi que le paquet Education Plus, a déclaré Mme Byanyima. Ces actions s'inscriraient dans le cadre des efforts du Partenariat mondial pour l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination, qui s'attaque également à la violence sexuelle et sexiste ainsi qu'à la stigmatisation et à la discrimination dans le domaine de l'éducation. Le Forum de partenariat mondial sur le CSE soutient cette vaste initiative, a-t-elle déclaré.

Présentation générale : Quelles sont les preuves montrant que l'éducation peut réduire la stigmatisation et la discrimination et renforcer l'autonomie des jeunes ? Quelles sont les lacunes ?

249. Chris Castle, coordinateur mondial de l'UNESCO, a cité la déclaration de Nelson Mandela selon laquelle l'éducation était « l'arme la plus puissante que vous puissiez utiliser pour changer le monde ». Au niveau mondial, plus de 90 % des enfants étaient scolarisés dans le primaire et plus de 80 % dans le secondaire inférieur. L'éducation et la santé vont de pair, a-t-il dit, mais les jeunes continuent d'être laissés pour compte dans la lutte contre le VIH. Ils représentaient une part disproportionnée des nouvelles infections au VIH et les personnes vivant avec le VIH étaient confrontées à une stigmatisation et une discrimination inacceptable dans les écoles. L'éducation est l'un des meilleurs outils de prévention du VIH

disponibles, a déclaré M. Castle.

250. Le CSE a doté les enfants et les jeunes de connaissances, de compétences et de valeurs qui leur permettent de prendre conscience de leur santé, de leur bien-être et de leur dignité et d'entretenir des relations sociales et sexuelles saines, a-t-il déclaré. Elle leur a également permis de connaître et de protéger leurs droits, et de considérer comment leurs choix affectent le bien-être des autres. L'égalité des sexes est intrinsèque au CSE. M. Castle a déclaré que le CSE retardait l'initiation aux rapports sexuels, diminuait la fréquence des rapports sexuels et la prise de risques, augmentait l'utilisation des préservatifs et de la contraception, promouvait des attitudes équitables entre les sexes, réduisait la violence sexiste, inspirait une plus grande confiance et diminuait la stigmatisation et la discrimination. En comparaison, les programmes fondés sur l'abstinence ont été jugés inefficaces.
251. Les écoles doivent être des environnements d'apprentissage sûrs et propices, a-t-il souligné. On estime que 246 millions d'enfants ont été victimes d'une forme de violence à l'école ou aux alentours chaque année, les filles et les étudiants LGBTI+ étant particulièrement vulnérables. Des enquêtes ont montré que près d'un élève sur trois avait été victime de harcèlement au cours du mois écoulé, et que le cyber-harcèlement touchait un élève sur dix. Les écoles sont également importantes pour mettre les étudiants en contact avec les services sociaux et de santé. Toutefois, ces avantages ont été compromis par des lois et des politiques discriminatoires, des lois sur l'âge du consentement pour les tests de dépistage du VIH ou de la grossesse, des mythes et des informations erronées sur les CSE, ainsi que par la surcharge de travail des écoles. Un CSE de qualité pourrait être difficile à réaliser dans la pratique, a déclaré M. Castle. De nombreux pays prétendent mettre en œuvre le CSE, mais ils se concentrent souvent sur des aspects limités des programmes de CSE, accordant moins d'attention à la contraception et à la santé et aux droits sexuels et génésiques.
252. Prenant la parole, les participants ont salué le volet thématique. Notant que l'éducation contribue à réduire les inégalités et qu'elle est vitale pour la prévention du VIH, ils ont souligné la nécessité du CSE à l'intérieur et à l'extérieur de l'école. Cependant, certains pays ont reculé dans la lutte contre le CSE, alors même que les informations erronées sur le sexe et la sexualité nuisent à la santé et au bien-être des jeunes. Selon eux, des actions de plaidoyer sont nécessaires pour maintenir le soutien au CSE. Les jeunes qui ont payé le plus lourd tribut à l'absence ou à la mauvaise qualité du CSE sont généralement ceux qui sont systématiquement marginalisés et victimes de discrimination, comme les minorités sexuelles et raciales. Les intervenants ont souligné l'importance d'inclure les jeunes et de travailler avec eux pour tirer pleinement parti du pouvoir de l'éducation.

Panel 1. Les expériences des jeunes

253. Une courte vidéo mettant en scène une ambassadrice DREAMS au Malawi, Catherine Walusa, a été projetée, dans laquelle elle décrit ses efforts pour terminer ses études et le soutien apporté par DREAMS. Le modérateur présente les intervenants.
254. Vimbashe Jazi, originaire de Zvandiri au Zimbabwe, a décrit son expérience de la vie avec le VIH et a déclaré que la stigmatisation et la discrimination avaient entraîné une faible estime de soi, une perte de confiance, une dépression et l'abandon de l'école. Elle avait rejoint Zvandiri en tant que conseillère communautaire pour les pairs, offrant un soutien dans les foyers et les écoles et aidant les enseignants à comprendre les besoins des jeunes vivant avec le VIH.

Elle a décrit les méthodes qu'elle et ses collègues utilisent pour plaider en faveur de foyers, de communautés, d'écoles et de cliniques sans stigmatisation, et pour changer les attitudes de la communauté.

255. Erika Dupuis, de PACT au Canada, a souligné la nécessité d'un leadership des jeunes, mais a déclaré qu'il était souvent difficile pour les organisations dirigées par des jeunes d'être partenaires des programmes du CSE. Les enquêtes sur le CSE ont montré que ce dernier n'était pas satisfaisant, a-t-elle déclaré. Les jeunes veulent que le CSE reflète leurs expériences. Il devrait omettre les messages basés sur l'abstinence, être fondé sur la justice reproductive et traiter des obstacles structurels tels que le colonialisme et le racisme.
256. Ralph Ivan Samson, un travailleur communautaire de Y-Peer aux Philippines, a déclaré que lorsque les discussions ouvertes sur le sexe et la sexualité étaient empêchées, les adolescents se tournaient vers les médias sociaux pour obtenir ces informations. Il a décrit les activités et les succès de Y-Peer, notamment le développement du premier projet de santé et d'apprentissage pour les transgenres dans son pays. Les gouvernements doivent veiller à ce que les politiques répondent aux besoins et aux réalités des jeunes, a-t-il déclaré.
257. Prenant la parole, les participants ont souligné que le CSE était l'un des meilleurs outils de prévention du VIH, en particulier lorsqu'il est intégré à la SSRD et au soutien psychosocial. Ils ont noté que les organisations dirigées par des jeunes étaient confrontées au défi constant de se reconstituer à mesure que les jeunes vieillissaient. L'éducation par les pairs était donc essentielle, de même que le renforcement des capacités.

Panel 2. Exploiter le pouvoir de l'éducation pour réduire la stigmatisation et la discrimination liées au VIH, autonomiser les jeunes et fournir une réponse globale au VIH

258. Une courte vidéo sur Education Plus a été projetée.
259. Julissa Hernandez, vice-ministre de l'éducation en République dominicaine, a déclaré que les systèmes éducatifs avaient été contraints de changer pendant la pandémie de COVID-19. Cependant, les programmes CSE étaient une priorité pour l'enseignement en ligne. Elle a décrit le nouveau modèle éducatif de son pays et les mesures prises pour renforcer la résilience. Elle a souligné la nécessité de disposer d'enseignants bien formés et soutenus, ajoutant que le CSE et les questions connexes avaient besoin de champions scolaires capables d'expliquer aux parents la valeur de ces questions.
260. Joyce Ouma, du centre Y+ Global et Education Plus Nerve au Kenya, a décrit son expérience en tant que jeune femme vivant avec le VIH et son travail avec l'UNESCO pour développer une publication sur « l'apprentissage positif ». Leurs consultations avec des jeunes vivant avec le VIH avaient montré que la plupart des écoles n'étaient pas sûres et que les gens vivaient dans la peur d'être stigmatisés, harcelés ou attaqués. Elle a décrit les objectifs de l'initiative Education Plus et a exhorté tous les gouvernements d'Afrique à soutenir cette initiative.
261. Agnes Makonda Nyalonje, ministre de l'éducation du Malawi, a déclaré que

l'approche de son pays était synonyme des priorités d'Education Plus. Il prévoyait un enseignement primaire universel gratuit et un enseignement secondaire payant, ainsi que des services de santé, de protection sociale et d'autres aides pour les jeunes. Le Malawi consacre 20 % de son petit budget national à l'éducation. La stratégie nationale en matière d'éducation visait à offrir au moins 12 ans d'éducation de qualité à tous, à rendre les environnements scolaires sûrs et à construire des communautés résilientes autour des écoles. Il y avait une parité entre les sexes dans la scolarisation, mais les taux d'abandon étaient élevés tant pour les filles que pour les garçons (la moitié seulement terminait l'école primaire), en raison principalement de la pauvreté, du manque de salles de classe, de pupitres et d'enseignants. Le pays avait besoin de 90 000 classes d'école primaire, mais n'en avait que 47 000. Après la première fermeture due à la COVID-19, a déclaré Mme Nyalonje, 400 000 apprenants ont abandonné l'école, dont 40 000 filles en âge scolaire qui sont tombées enceintes. En réponse, l'âge légal du mariage a été porté à 18 ans et une politique de réintégration a été introduite pour les filles enceintes, ainsi qu'un soutien psychosocial et un soutien en cas de toxicomanie.

262. Elina Turalyeva, de Teens.kg, un projet médiatique au Kirghizstan, a discuté de la manière dont les médias numériques, la radio et la télévision pouvaient être utilisés pour le CSE. Elle a déclaré que la plupart des jeunes d'Asie centrale ne recevaient pas de CSE à l'école. Son projet utilisait des outils numériques tels que Tik Tok et YouTube pour diffuser du contenu CSE et générait de nombreux adeptes. Elle a donné des exemples de la façon dont des questions difficiles peuvent être traitées de manière attrayante et a souligné l'importance d'utiliser un langage accessible et de faire participer les parents. Les messages positifs sont essentiels, a-t-elle ajouté.
263. Bridget Namondo Ngomba, responsable technique au ministère de l'enseignement secondaire du Cameroun, a évoqué les expériences des apprenantes enceintes dans son pays, dont la majorité a abandonné l'école. Cela a conduit à une nouvelle politique permettant aux apprenantes enceintes de fréquenter l'école pendant 22 semaines et de recevoir un soutien psychosocial, bien que cette politique ait suscité une certaine résistance. Henry Semakula, responsable principal de l'éducation au ministère ougandais de l'éducation et des sports, a déclaré que son gouvernement travaillait avec le ministère de la santé sur le modèle YAPS (jeunes, adolescents et groupes de soutien par les pairs). Le modèle, qui a été mis à l'essai dans 15 districts, a permis de réduire la stigmatisation et de mettre les adolescents en contact avec l'assistance médicale et nutritionnelle, y compris le traitement du VIH. L'Ouganda a également introduit le CSE et l'éducation aux compétences de vie dans les écoles, et il a rejoint Education Plus, a-t-il dit.
264. Prenant la parole, les participants ont déclaré que les programmes devaient refléter les besoins en matière de santé sexuelle et génésique des jeunes d'âges différents, et qu'ils devaient être bien mis en œuvre. Ils ont décrit certaines des approches utilisées dans leurs pays respectifs et ont souligné la nécessité d'une coordination entre les différents secteurs et ministères. Les écoles doivent être des espaces sûrs, ont-ils souligné. Matthew Kavanagh, Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA, a souligné l'opportunité de la discussion et a déclaré que l'éducation devait être au centre des efforts pour mettre fin au sida. Les exemples inspirants partagés lors du segment thématique ont montré que le monde pouvait utiliser le pouvoir de l'éducation pour changer la trajectoire de la réponse au VIH, a-t-il déclaré.

11. Questions diverses

265. Aucune autre question n'a été abordée.

12. Clôture de la réunion

266. Dans son allocution de clôture, le vice-premier ministre et ministre de la Santé publique de Thaïlande, Anutin Charnvirakul, a rappelé à la réunion la responsabilité collective de mettre fin au sida d'ici 2030. Il a déclaré qu'il se réjouissait d'accueillir la prochaine réunion du CCP en Thaïlande en décembre.

267. La 50e réunion du Conseil d'Administration a été ajournée.

[Annexes à suivre]

CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

UNAIDS/PCB (50)/22.1.rev1

Date de publication : 30 mai 2022

DATE DE LA CINQUANTIÈME RÉUNION VIRTUELLE : 21-24 juin 2022

HORAIRES : 13 h 00 - 17 h 00

Ordre du jour annoté

MARDI 21 JUIN

1. Ouverture

1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le président prononcera le mot d'ouverture de la 50e réunion du CCP.

Documents : UNAIDS/PCB (50)/22.1 ; UNAIDS/PCB (50)/22.2 ; UNAIDS/PCB (50)/22.3 ; UNAIDS/PCB (50)22.4

1.2 Examen du rapport de la 49e réunion

Présentation au Conseil d'Administration du rapport de la 49e réunion du CCP pour adoption.

Document : UNAIDS/PCB (49)/21.35

1.3 Rapport de la Directrice exécutive

Réception par le Conseil du rapport de la Directrice exécutive.

Document : UNAIDS/PCB (50)/22.5

1.4 Rapport par la Présidence du COC

Présentation par le président du Comité des organismes coparrainants du rapport du comité.

Document : UNAIDS/PCB (50)/22.6

1.5 Rapport du représentant des ONG (reporté)

2. Suivi du volet thématique de la 49^e réunion du CCP

Présentation de la première ébauche de la note d'information relative au volet thématique « Que nous enseignent les données au niveau régional et national, en tenons-nous compte et comment pouvons-nous mieux utiliser ces données et la technologie connexe pour atteindre nos objectifs à l'horizon 2025 et 2030 ? »

Document : UNAIDS/PCB (50)/22.7

MERCREDI 22 JUIN

3. Leadership de la riposte au SIDA

Un intervenant majeur s'adressera au Conseil sur une question d'intérêt actuel et stratégique.

4. Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) 2016-2021

4.1 Rapport sur les résultats

Réception par le Conseil d'un rapport sur la mise en œuvre du Cadre unifié 2016-2021 du budget, des résultats et des responsabilités de l'ONUSIDA.

Documents : UNAIDS/PCB (50)/22.8 ; UNAIDS/PCB (50)/22.9 ; UNAIDS/PCB(50)/22.10 ; UNAIDS/PCB(50)/22.11 ; UNAIDS/PCB (50)/CRP1 ; UNAIDS/PCB (50)/CRP2

4.2 Rapport financier

Réception par le Conseil d'un rapport financier et des états financiers audités pour 2021 ainsi que d'une mise à jour intermédiaire de la gestion financière pour 2022.

Documents : UNAIDS/PCB (50)/22.12 ; UNAIDS PCB/ (50)/22.13

5. Matrice d'indicateurs pour l'UBRAF 2022-2026 et indicateurs, jalons, cibles et sources de données pour le plan de travail et le budget 2022-2023

Le Conseil recevra la matrice complète des indicateurs pour l'UBRAF 2022-2026 et les indicateurs, jalons, cibles et sources de données finalisés pour le plan de travail 2022-2023 aligné sur la base du budget de base de 187 millions de dollars jusqu'au seuil de 210 millions de dollars par an, pour examen par le Conseil de coordination du programme.

Documents : UNAIDS/PCB (50)/22.14 ; UNAIDS/PCB (50)/CRP3

JEUDI 23 JUIN

6. Mise à jour sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines

Le Conseil recevra une mise au point sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines.

Documents : UNAIDS/PCB (50)/22.15 ; UNAIDS/PCB (50)/CRP4 ; UNAIDS/PCB (50)/CRP5

7. Déclaration du représentant de l'Association du personnel de l'ONUSIDA (USSA)

Réception par le Conseil d'une déclaration du Président de l'Association du personnel de l'ONUSIDA.

Document : UNAIDS/PCB (50)/22.16

8. Rapports de surveillance des organismes indépendants et réponse de la direction

Le Conseil recevra des rapports des fonctions indépendantes suivantes :

8.1 Rapport de l'auditeur interne

8.2 Rapport de l'auditeur externe

8.3 Rapport du Bureau d'éthique

8.4 Rapport du Comité consultatif indépendant de surveillance externe de l'ONUSIDA

8.5 Réponse de la Direction aux rapports de contrôle organisationnel

Documents : UNAIDS/PCB (50)/22.17 ; UNAIDS/PCB (50)/22.18 ; UNAIDS/PCB (50)/22.19 ; UNAIDS/PCB (50)/22.20 ; UNAIDS/PCB (50)/22.21 ; UNAIDS/PCB (50)/22.22

9. 51e réunion du CCP

Le Conseil recevra un rapport du Bureau du CCP concernant le lieu proposé pour la 51e réunion du CCP en Thaïlande.

Document : UNAIDS/PCB (50)/22.23

VENDREDI 24 JUIN

10. Volet thématique : *Apprentissage positif : exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH et autonomiser les jeunes vivant avec le VIH*

Documents : UNAIDS/PCB (50)/22.24 ; UNAIDS/PCB (50)/22.25 ; UNAIDS/PCB (50)/CRP6

11. Questions diverses

12. Clôture de la réunion

[Fin du document]

24 juin 2022

50e session du Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA, Genève, Suisse

21-24 juin 2022

Décisions

Le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA,
Rappelant que tous les aspects du travail de l'ONUSIDA sont régis par les principes directeurs suivants :

- Alignement avec les priorités des parties prenantes nationales.
- Implication significative et mesurable de la société civile, et en particulier des personnes vivant avec le VIH et des populations les plus vulnérables à une infection par le VIH ;
- Respect des droits humains et de l'égalité des genres.
- Utilisation des meilleures connaissances techniques et scientifiques disponibles ;
- Promotion d'une riposte globale au sida intégrant prévention, traitement, soins et soutien ; et
- Principe de non-discrimination.

Décisions intersessions :

Rappelant qu'il a décidé par le biais de la procédure entre les sessions (voir les décisions dans UNAIDS/PCB(50)/22.2 ; UNAIDS/PCB (50)/22.3 ; UNAIDS/PCB (50)/22.4 et UNAIDS/PCB (50)/22.17) :

- *Convient* que le Bureau du CCP déterminera au plus tard 60 jours avant la réunion si la 50e réunion du Conseil de Coordination du Programme sera virtuelle, hybride ou en personne ; et que si la réunion se tient virtuellement ou de manière hybride, elle comprendra exceptionnellement une journée supplémentaire et se tiendra du 21 au 24 juin 2022 ;
- *Convient* que le Bureau du CCP déterminera au plus tard 60 jours avant la réunion si la 51e réunion du Conseil de Coordination du Programme sera virtuelle, hybride ou en personne ; et que si la réunion se tient virtuellement ou de manière hybride, elle comprendra exceptionnellement une journée supplémentaire et se tiendra du 13 au 16 décembre 2022 ;
- *Convient* que, exceptionnellement, le sujet du volet thématique pour la réunion de juin, tel qu'approuvé au point de décision 10.1 de la 49e réunion du CCP, sera décalé à la réunion de décembre et que le sujet du volet thématique prévu pour la réunion de décembre sera décalé à la réunion de juin. En conséquence, les sujets seront les suivants :

- Apprentissage positif : exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH et autonomiser les jeunes vivant avec le VIH (juin 2022) ;
- Le VIH et les hommes, dans toute leur diversité, comment pouvons-nous remettre nos réponses sur les rails ? (décembre 2022) ;
- *Convient* que les modalités et les règles de procédure énoncées dans le document intitulé Modalités et procédures des réunions du CCP de l'ONUSIDA pour 2022, pour les réunions virtuelles du CCP de 2022 et leurs préparatifs.
- *Rappelle* le point de décision 7.4 de la 49e réunion du CCP, approuvant la composition du Comité consultatif d'experts en évaluation proposée par le Bureau du CCP pour la période 2022-2023, comme indiqué dans l'annexe 1 du rapport annuel 2021 (UNAIDS/PCB (49)/21.28) ;
- *Approuve* la nomination du candidat d'Europe orientale pour siéger au Comité consultatif d'experts en évaluation de l'ONUSIDA ;
- *Demande* au Bureau d'évaluation de réviser l'annexe du rapport annuel d'évaluation 2021 afin de refléter la composition finale du Comité ;
- *Rappelle* le point de décision 11 de la 49e réunion du CCP, approuvant la composition de la délégation des ONG ;
- *Approuve* la nomination du candidat de la région Amérique latine et Caraïbes, comme mentionné au paragraphe 11 du compte-rendu sur la composition de la délégation des ONG ;
- *Rappelle* le point de décision 13.3 de la 47e réunion du CCP approuvant le mandat du Comité consultatif externe de surveillance indépendant de l'ONUSIDA (IEOAC) ;
- *Prend note* du rapport sur l'établissement de l'IEOAC de l'ONUSIDA ;
- *Approuve* la composition de l'IEOAC de l'ONUSIDA pour 2022-2023 telle que soumise par le Bureau du CCP ; et
- *Attend avec impatience* le premier rapport de l'IEOAC de l'ONUSIDA lors de la 50e réunion du CCP en juin 2022.

Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. *Adopte* l'ordre du jour ;

Point 1.2 de l'ordre du jour : Examen du rapport de la 49e réunion du CCP

2. *Adopte* le rapport de la 49e réunion du Conseil de Coordination du Programme.

Point 1.3 de l'ordre du jour : Rapport de la Directrice exécutive

3. *Prend note* du rapport de la Directrice exécutive.

Point 1.4 de l'ordre du jour. Rapport du Président du Comité des organismes coparrainants

4. *Prend note* du rapport du Président du Comité des organismes coparrainants ;

Point 2 de l'ordre du jour : Suivi du volet thématique de la 49e réunion du CCP

5.1 *Prend note* des éléments d'information (UNAIDS/PCB (49)/21.34) et du résumé (UNAIDS/PCB (50)/22.7) du segment thématique du Conseil de coordination du programme intitulé « Que nous enseignent les données au niveau régional et national, en tenons-nous compte et comment pouvons-nous utiliser ces données et la technologie connexe pour atteindre nos objectifs à l'horizon 2025 et 2030 ? » ;

5.2 *Encourage* les États membres à :

- a) Renforcer les systèmes nationaux de suivi des patients et de surveillance des cas, confidentiels et centrés sur les personnes, notamment en recourant à des enquêtes périodiques auprès des populations clés, et exploiter les données désagrégées pour identifier les lacunes des services en fonction des lieux et des populations ;
- b) Collaborer avec les communautés de personnes vivant avec le VIH, affectées par le virus, les plus exposées au risque de contamination par le VIH et ayant besoin de services de lutte contre le VIH, afin de développer et de renforcer leurs capacités et de consacrer, le cas échéant, les ressources financières nécessaires à un suivi communautaire solide, de qualité et fiable de l'accessibilité financière, de la disponibilité, de l'acceptabilité et de la qualité des services, et encourager l'utilisation de données complémentaires fiables et de qualité provenant du suivi communautaire dans la planification, la gestion et l'évaluation des programmes nationaux et sous-nationaux ;
- c) Envisager de développer et mettre en œuvre des plans de collecte de données sur les facilitateurs sociétaux permettant de mieux comprendre, au niveau national, les obstacles juridiques, politiques et sociaux auxquels sont confrontées les communautés de personnes vivant avec le VIH, affectées par le VIH, les plus exposées au risque de contamination par le VIH et ayant besoin de services liés au VIH, d'orienter les efforts visant à supprimer ces obstacles, notamment grâce à la création d'environnements juridiques et politiques favorables à des services liés au VIH fondés sur le respect des droits humains qui s'attaquent aux inégalités ;
- d) Fournir le financement nécessaire pour que le programme commun aide les pays à élaborer et à mettre en œuvre des systèmes solides de suivi et d'évaluation des ripostes nationales au VIH ;
- e) Communiquer les données à l'ONUSIDA par le biais de l'Observatoire mondial du sida, de la manière la plus complète possible, sur une base annuelle, afin de suivre la mise en œuvre des réponses au sida, de promouvoir la voix et de renforcer l'engagement significatif des communautés de personnes vivant avec le VIH, affectées par le VIH, les plus exposées au risque de contamination par le VIH et ayant besoin de services liés au VIH, conformément aux processus nationaux d'établissement de rapports et tout au long de ceux-ci ;

5.3 *Demande* au Programme commun de :

- a) Soutenir les pays pour qu'ils intègrent dans leurs plans nationaux de lutte contre le VIH des objectifs nationaux fondés sur des données probantes et reflétant la portée et la granularité des objectifs 2025 définis dans la stratégie mondiale de lutte contre le sida, et suivre les progrès réalisés par rapport à ces objectifs ;
- b) Reconnaître la capacité nationale, encourager et soutenir les pays, à leur demande, pour qu'ils élaborent et mettent en place des plans de collecte de données sur la couverture des services de lutte contre le VIH, les catalyseurs sociétaux, l'intégration, le

financement et l'impact, et soutenir les efforts visant à établir des environnements juridiques et politiques favorables à des services de lutte contre le VIH complets et de qualité qui s'attaquent aux inégalités ;

c) Continuer à collecter régulièrement des données sur les pays, à mettre ces données à la disposition des parties prenantes et à produire des rapports détaillés à l'intention de la communauté internationale sur les progrès accomplis au niveau mondial dans la réalisation des objectifs 2025 et 2030 ;

5.4 *Invite* toutes les parties prenantes à préserver à tout moment et en toutes circonstances la confidentialité des données personnelles recueillies et utilisées dans le cadre de la lutte contre le VIH et le sida, conformément aux cadres internationalement reconnus en matière de protection des données et de respect de la vie privée, compte tenu du caractère sensible de toutes les données relatives au VIH et au sida.

Point 4 de l'ordre du jour : Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2016-2021 de l'ONUSIDA

Point 4.1 de l'ordre du jour : Rapport de suivi des résultats

6.1 *Évalue* les rapports de suivi des résultats 2020– 2021, notamment leur portée et leur profondeur ;

6.2 *Encourage* toutes les circonscriptions à utiliser les rapports annuels de suivi des résultats de l'ONUSIDA pour répondre à leurs besoins en matière de rapports et pour orienter la planification et mise en œuvre des programmes ;

6.3 Constatant les progrès limités en matière de prévention du VIH, *demande instamment au Programme commun de l'ONUSIDA d'aider les pays à accroître les investissements financiers et non financiers dans toutes les mesures de prévention combinées multisectorielles nécessaires et à les mettre en œuvre.*

Point 4.2 de l'ordre du jour - Rapports financiers

6.4 *Accepte* le rapport financier et les états financiers audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;

6.5 *Prend note* de la mise à jour intermédiaire de la gestion financière de l'exercice biennal 2022– 2023 pour la période comprise entre le 1er janvier 2022 et le 31 mars 2022, y compris la reconstitution du Fonds de rénovation des bâtiments ;

6.6 *Prend note* de l'insuffisance budgétaire et de l'environnement difficile pour la mobilisation des ressources et appelle les gouvernements donateurs à libérer rapidement leurs contributions au budget unifié 2022-2026, aux cadres de résultats et de responsabilisation, à verser des contributions pluriannuelles et à envisager sérieusement d'augmenter leurs contributions pour faciliter une réponse solide du Programme commun de l'ONUSIDA à la Stratégie mondiale de lutte contre le sida ;

6.7 *Demande* au Bureau du CCP de réunir d'urgence une équipe de travail informelle inclusive composée de membres du CCP, d'observateurs, de coparrainants, de la délégation des ONG du CCP et d'autres parties prenantes sur les options permettant de résoudre la crise de financement immédiate pour l'exercice 2022-2023 et de rendre

compte au CCP par voie électronique avant le 30 juillet 2022 des résultats et recommandations de ces discussions ;

- 6.8 Avant le prochain dialogue structuré sur le financement de l'ONUSIDA, *demande* au Bureau du CCP d'utiliser l'équipe de travail informelle multipartite pour élaborer des recommandations sur le financement durable de l'UBRAF basé sur le volontariat, qui seront présentées et discutées lors de la réunion du CCP de décembre 2022.

Point 5 de l'ordre du jour : Matrice d'indicateurs pour l'UBRAF 2022-2026 et indicateurs, jalons, cibles et sources de données pour le plan de travail et le budget 2022-2023¹

- 7.1 Rappelant les points de décision 6.1 à 6.3 du point 4 de l'ordre du jour, pied-de-page inclus, de la 49e réunion du CCP, *prend note* de la matrice d'indicateurs pour le budget unifié, les résultats et le cadre d'action de responsabilisation 2022-2026 (UBRAF) et des indicateurs, jalons, cibles et sources de données pour le plan de travail et le budget 2022-2023 (UNAIDS/PCB (50/22.14) et *demande* à la Directrice exécutive de l'ONUSIDA d'ajouter l'annexe au cadre de l'UBRAF 2022-2026 (UNAIDS/PCB (EM)/4.2), au plan de travail et au budget 2022-2023 (UNAIDS/PCB (49)/21.27) ;
- 7.2 *Réaffirme* le point de décision 6.4 de la 49e réunion du CCP selon lequel le Programme commun de l'ONUSIDA rendra compte chaque année au Conseil de Coordination du Programme de la mise en œuvre du cadre de l'UBRAF 2022-2026 par le biais des points de l'ordre du jour relatifs aux rapports financiers et de performance à partir de juin 2023 ;
- 7.3 *Prend note avec satisfaction* des efforts et de l'expertise fournis par le Programme commun et les membres du groupe de travail de l'UBRAF, composé d'experts en évaluation, y compris des membres de la société civile, dans l'élaboration de la matrice d'indicateurs pour surveiller les performances du Programme commun et suivre les progrès vers la réalisation des objectifs de la Stratégie mondiale contre le sida 2021-2026 ;
- 7.4 *Reconnaît* que pour obtenir des résultats par rapport aux indicateurs de l'UBRAF 2022-2026, il faut adhérer à la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026, notamment en s'attaquant aux obstacles structurels et aux inégalités qui sont à l'origine de l'épidémie de sida et en affectant des ressources suffisantes aux réponses menées par les communautés et les jeunes ;
- 7.5. *Demande* à la Directrice exécutive d'établir un groupe de travail pour le développement du prochain UBRAF, qui devra être opérationnel en janvier 2025.

¹ La Fédération de Russie se dissocie de certaines dispositions de la matrice de l'indicateur pour l'UBRAF 2022-2026 et les indicateurs, jalons, cibles et sources de données pour le plan de travail et le budget 2022-2023, y compris l'utilisation de la terminologie « sensible au genre » et « transformateur de genre », aligné sur sa dissociation de certaines parties de l'UBRAF 2022-2026, du plan de travail et du budget 2022-2023 et de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026.

Point 6 de l'ordre du jour : Mise à jour sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines

8. *Prend note* de la mise à jour sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines et demande au Secrétariat d'inclure des statistiques sur les ressources humaines dans les futures mises à jour annuelles.

Point 7 de l'ordre du jour : Déclaration du représentant de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA

9. *Prend note* de la déclaration du représentant de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA et souligne l'importance de donner la priorité au bien-être du personnel et à la continuité des fonctions essentielles dans le processus de restructuration du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA.

Point 8 de l'ordre du jour : Rapports de contrôle organisationnel

- 10.1 *Prend note* du rapport du Bureau de la déontologie ;
- 10.2 *Accepte* le rapport de l'auditeur externe pour l'exercice fiscal clos le 31 décembre 2021 ;
- 10.3 *Prend note* du rapport de l'auditeur interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et réitère la politique de tolérance zéro du CCP à l'égard de la fraude, de l'exploitation sexuelle, des abus et du harcèlement ;
- 10.4 *Accueille* avec satisfaction et prend note du premier rapport du Comité consultatif indépendant sur le contrôle externe et attend avec impatience son prochain rapport en 2023 ;
- 10.5 *Prend note* de la réponse de la direction aux rapports de contrôle organisationnel ;
- 10.6 Dans le cadre du suivi de la recommandation 6 du rapport du Commissaire aux comptes, *demande* à l'ONUSIDA de renforcer la réglementation des accords de financement du Programme, en s'appuyant sur le Cadre d'engagement des acteurs non étatiques de l'Organisation mondiale de la santé, le cas échéant, et en tenant compte du mandat et du modèle opérationnel uniques du Programme commun.

Point 9 de l'ordre du jour : 51e réunion du CCP

- 11.1 *Rappelle* les décisions intersessions sur les modalités et procédures des réunions du CCP 2022 et le point de décision 12.3 de la 45e réunion du CCP ; et
- 11.2 *Convient* que, si la 51e réunion du CCP se tient dans un format hybride (13-16 décembre 2022) ou entièrement en personne (13-15 décembre 2022), elle se tiendra en Thaïlande.

[Fin du document]